

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mercredi 21 août 2024 - Prix : 20 DA - <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°449 ■

AIN DEFLA
**Une importante
campagne de
sensibilisation
contre les incendies
de forêts**

P 6

182 MARCHÉS DE PROXIMITÉS SERONT OUVERTS À TRAVERS LE PAYS

Des articles scolaires à des prix «raisonnables»

Les préparatifs pour la rentrée sociale battent leur plein. Le ministère du Commerce et de la promotion des exportations a pris une série de mesures pour l'approvisionnement du marché national notamment en fournitures scolaires. En effet, pas moins de 182 marchés de proximité seront ouverts à travers le pays à l'occasion de la rentrée scolaire 2024-2025. P 3



TOURISME

**La Tunisie, destination de
choix pour les Algériens**



En 2023, la Tunisie a renforcé son statut de destination touristique de choix, attirant une diversité impressionnante de visiteurs étrangers. Cependant, ce sont les Algériens qui se sont particulièrement distingués, avec 2,8 millions de touristes enregistrés cette année-là, faisant de l'Algérie le plus grand pourvoyeur de visiteurs pour la Tunisie. Cette tendance s'est encore amplifiée en 2024, où près de deux millions d'Algériens ont déjà franchi les frontières tunisiennes.

P 2

CAMPAGNE ÉLECTORALE

**Les candidats focalisent
sur la construction d'une
économie forte et un
véritable développement
local**

Les candidats à l'élection présidentielle du 7 septembre ont focalisé leurs interventions, lundi au 5ème jour de la campagne électorale, sur les questions d'ordre économique qui préoccupent les citoyens, mettant l'accent sur la construction d'une économie forte, portée par un véritable développement local.

P 5

COMPLEXE DE TRITURATION DES
GRAINES OLÉAGINEUSES DE
JIJEL

**En service dès novembre
prochain**

Le complexe de trituration des graines oléagineuses situé dans la wilaya de Jijel est prévu pour entrer en service en novembre prochain. Il sera dédié à la production d'huile brute destinée à la fabrication d'huile de table et d'aliments pour bétail. Ce complexe fait partie des unités du secteur industriel transférées dans le cadre de la lutte contre la corruption et de la récupération des biens confisqués. Djamel Ghedir, sous-directeur de la gouvernance des entreprises publiques économiques au ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, l'a précisé lors de son intervention à la radio nationale.

P 3

PÉTROLE
**Le Brent
à 77 dollars** P 3

PRODUCTION DE SUCRE
À BASE DE BETTERAVE
**Un important projet
sera lancé à Ouargla** P 3

MÉTAUX PRÉCIEUX
**Nouveau record pour
l'or, hissé par la baisse
du dollar** P 16

TÉBESSA /VACCIN
CONTRE LA DERMATOSE
NODULAIRE
CONTAGIEUSE DES
BOVINS

Réception
d'un 1^{er} lot de
1.100 doses

Un premier lot de 1.100 doses de vaccin contre la dermatose nodulaire contagieuse des bovins a été réceptionné dans la wilaya de Tébéssa, a déclaré, mardi, le wali, Saïd Khalil. Le chef de l'exécutif local a précisé, dans une déclaration à la presse, en marge d'une visite de travail dans la commune de Cheria, que la réception de ce lot a permis aux services agricoles d'entamer l'opération de vaccination à travers les différentes communes de la wilaya. Selon le wali, des équipes constituées de vétérinaires des secteur public et privé, dotées de tous les moyens logistiques nécessaires sont à pied d'œuvre pour mener à bien l'opération d'immunisation du cheptel bovin contre la dermatose nodulaire contagieuse. M. Khalil a ajouté que cette vaccination constitue une mesure préventive pour lutter contre la propagation de cette maladie parmi le cheptel bovin de la wilaya de Tébéssa, indiquant que d'autres lots de vaccin seront réceptionnés pour poursuivre le processus de vaccination et contrôler la situation épidémiologique dans la wilaya.

TOURISME

La Tunisie, destination
de choix pour les Algériens

En 2023, la Tunisie a renforcé son statut de destination touristique de choix, attirant une diversité impressionnante de visiteurs étrangers. Cependant, ce sont les Algériens qui se sont particulièrement distingués, avec 2,8 millions de touristes enregistrés cette année-là, faisant de l'Algérie le plus grand pourvoyeur de visiteurs pour la Tunisie. Cette tendance s'est encore amplifiée en 2024, où près de deux millions d'Algériens ont déjà franchi les frontières tunisiennes. Selon les derniers chiffres de l'Observatoire tunisien du tourisme, ce sont les touristes algériens qui dominent le paysage touristique tunisien. Leur afflux constant témoigne d'une forte attraction pour la Tunisie, consolidant ainsi son rôle en tant que destination de premier choix pour les voyageurs de la région.

Par Mourad A.

La proximité géographique, les liens culturels étroits, ainsi que l'accessibilité des offres touristiques, notamment les formules « all inclusive », continuent d'attirer les Algériens en Tunisie. Les prix compétitifs, allant de 30 000 à 60 000 DA par personne, combinés à une diversité de services et d'infrastructures de qualité, expliquent cet engouement massif. De plus, les échanges monétaires entre euros et dinars tunisiens, avec plus d'un million d'euros convertis, illustrent le flux important de visiteurs algériens. Les Libyens, bien qu'ils représentent également un marché de proximité crucial avec 2,1 millions de visiteurs en 2023, occupent une place légèrement en retrait par rapport aux Algériens. Pour eux, la Tunisie ne sert pas seulement de destination touristique, mais aussi de refuge et de centre médical,

particulièrement en raison de la crise persistante en Libye. Du côté européen, les Français continuent de montrer une affinité particulière pour la Tunisie, avec 1,1 million de visiteurs en 2023, attirés par les liens historiques, linguistiques, et l'attrait des sites emblématiques comme Carthage. Cependant, leur nombre reste bien en deçà de celui des Algériens. Les Allemands, avec 300 000 visiteurs, et les Britanniques, avec 200 000, représentent des segments plus modestes mais fidèles, attirés principalement par les vacances balnéaires et les offres tout compris. Les efforts déployés par les autorités tunisiennes pour offrir un accueil chaleureux et des conditions de séjour optimales aux touristes algériens sont déterminants dans cette dynamique. Des initiatives, telles que l'amélioration des infrastructures à Djerba, la première destination en termes de visiteurs et d'établissements touristiques, et l'ouverture

de bureaux d'information touristique, visent à enrichir l'expérience des visiteurs. Les relations fraternelles entre la Tunisie et l'Algérie, renforcées par des projets futurs comme la reprise des dessertes ferroviaires entre Annaba, Souk Ahras et Tunis, promettent d'intensifier encore davantage les échanges touristiques. Ces relations, associées à une offre touristique diversifiée et à un rapport qualité-prix attractif, consolident la position des Algériens comme les acteurs majeurs du secteur touristique tunisien. Bien que les marchés européens continuent d'apporter une contribution significative, notamment dans les segments de tourisme haut de gamme, ce sont les touristes algériens qui dominent le paysage touristique tunisien, jouant un rôle crucial dans la prospérité du secteur et affirmant la Tunisie comme une destination privilégiée pour des millions de voyageurs chaque année.

ECOTOURISME

Réalisation prochain d'un espace forestier à Tindouf

Un projet de réalisation d'un espace forestier sera lancé prochainement à Tindouf à l'initiative de l'Organisation nationale pour le tourisme des jeunes, la préservation de l'environnement et le patrimoine culturel, dans le but d'encourager l'écotourisme, a-t-on appris mardi du chef de bureau local de cette instance. Ce projet

ambitieux visant à créer une aire naturelle de détente au profit des habitants, consiste en la plantation de 1.500 à 2.500 arbres de différentes essences adaptés aux conditions climatiques sahariennes sur une superficie globale de cinq hectares, avec le concours de tous les acteurs concernés, à l'instar des associations qui activent dans

le domaine de la protection de l'environnement, institutions publiques et privées, collectivités locales ainsi qu'un nombre important de bureaux de wilayas de l'organisation nationale précitée, a précisé Hamza Mebarki. Les préparatifs ont déjà commencé en coordination avec ces acteurs pour les impliquer dans la réalisation de ce

projet environnemental et assurer sa réussite, a-t-il fait savoir, ajoutant qu'il s'agit également de la sélection des espèces d'arbres appropriées à planter, en plus de prendre toutes les dispositions requises dont la supervision des opérations en matière de plantation, d'irrigation, de réalisation de la clôture et d'installation d'équipements

nécessaires. M. Mebarki a, par ailleurs, appelé à l'ouverture de nouvelles spécialités de formation professionnelles liées aux secteurs de l'hôtellerie et du tourisme, et de l'environnement en vue de répondre aux besoins du marché du travail et d'accompagner la dynamique économique que connaît la wilaya.

CONSTANTINE

La propriété de l'hôtel Grand Hôtel Cirta transférée à la SIH

Un contrat de transfert de propriété de l'hôtel "Grand Hôtel Cirta" de l'Entreprise de gestion touristique "EGT Est" à la Société d'investissement hôtelière (SIH) a été signé, lundi à Constantine, en exécution de la décision du Conseil des participations de l'Etat (CPE), indique un communiqué de la SIH. Lors de la cérémonie de signature supervisée par le PDG de la SIH, Smail Chalel, en présence du wali Abdelkhalek Sayouda et du directeur des Domaines de la wilaya de Constantine, M. Chalel a souligné que "le transfert de propriété de l'hôtel +Grand Hôtel Cirta+ renforcera les structures et les installations de la SIH, pionnière dans la gestion hôtelière en Algérie, comprenant cinq hôtels de la chaîne internationale

"Marriott" et l'Hôtel Hyatt Regency-Aéroport en partenariat avec le groupe américain Hyatt". Les établissements hôteliers gérés par la SIH comprennent également "un projet d'hôtel 4 étoiles dans la wilaya de Boumerdès et un complexe touristique à Alger incluant un hôtel sous l'enseigne Sofitel et le centre de thalassothérapie +Thalassa+". Après avoir exprimé l'engagement de la SIH à "offrir les meilleurs services en vigueur et à garantir une expérience hôtelière de luxe aux visiteurs de la ville de Constantine, le même responsable a souligné que la rénovation et le développement de l'hôtel +Grand Hôtel Cirta+, construit en 1912 et occupe une place particulière dans le cœur des constantinois, contribueront incontestablement à renforcer

sa position en tant que destination touristique prestigieuse reflétant l'héritage culturel et historique de la ville". Selon le même responsable, la société SIH assurera "des prestations de services exceptionnelles à même de renforcer l'expérience des hôtes et contribuer au soutien de l'économie locale, à travers la création de l'emploi et le renforcement de l'activité touristique dans la région", étant donné que cette structure hôtelière "se veut un monument de patrimoine symbolisant l'identité de la ville du Vieux Rocher et se distinguant par son design architectural mauresque". L'intervenant a également fait état de la prise en charge, par la société SIH, des travaux de rénovation et de restauration globale de l'hôtel Cirta, tout en veillant à al-

lier authenticité et modernité, ajoutant que l'hôtel a vu sa superficie s'étendre, selon les standards des grandes chaînes hôtelières prestigieuses dans le monde "Autograph" du groupe "Marriott". Il s'agit également de renforcer cet hôtel par de nouveaux espaces comprenant une salle de fêtes, une piscine extérieure, un spa, un restaurant extérieur, ainsi qu'un pavillon d'affaires qui sera un centre moderne et complémentaire répondant aux besoins des hommes d'affaires et renforcera le climat du travail et du contact professionnel dans la ville, en sus d'un théâtre qui devra abriter plusieurs manifestations artistiques et culturelles afin de contribuer au renforcement de l'activité culturelle dans la ville des ponts suspendus".

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

182 MARCHÉS DE PROXIMITÉS SERONT OUVERTS À TRAVERS LE PAYS

Des articles scolaires à des prix «raisonnables»

Les préparatifs pour la rentrée sociale battent leur plein. Le ministère du Commerce et de la promotion des exportations a pris une série de mesures pour l'approvisionnement du marché national notamment en fournitures scolaires. En effet, pas moins de 182 marchés de proximité seront ouverts à travers le pays à l'occasion de la rentrée scolaire 2024-2025.

Par Sirine R

Une démarche visant à limitation des intermédiaires sur la chaîne de distribution et la lutte contre la spéculation. Un phénomène qui prend de l'ampleur à chaque rentrée scolaire, dont certains commerçants et autres opportunistes profitent de ce rendez-vous pour faire du business. Donc ces marchés de foires de proximités sont, en terme clair, des espaces qui vont assurer la vente direct (producteur ou importateur /client). Lors de sa visite à la wilaya de Médéa, le ministre du Commerce, Tayeb Zitouni, a annoncé que toutes les dispositions ont été prises pour permettre aux citoyens d'acquérir des articles scolaires à des prix «raisonnables». En marge du lancement du marché de proximité de vente de fournitures scolaires au quartier Ain-Dheb, à Médéa, Zitouni a souligné que son département ministériel a sensibilisé les opérateurs du secteur sur la nécessité de réduire les prix et les marges bénéficiaires, «chose que beaucoup d'importateurs et de fa-

bricants d'articles scolaires ont accepté de faire en décidant d'une baisse de 15 à 20 % des prix, contribuant de la sorte à préserver le pouvoir d'achat des parents d'élèves», s'est-il réjoui. Il a ajouté que «dans le cas où des hausses de prix sont signalées, le ministère du Commerce se verra obliger d'intervenir pour protéger le consommateur quitte à procéder à un plafonnement des prix des articles scolaires proposés sur le marché national et d'alléger le portefeuille des ménages». Le ministre a fait part, en outre, des efforts déployés depuis quelques années afin d'encourager la production nationale en matière d'articles scolaires et réduire ainsi la facture de l'importation. Il a rappelé, dans ce contexte, que plus de cent (100) autorisations de production d'articles scolaires ont été remises dans l'objectif d'arriver à une autosuffisance pour certains produits scolaires à faible investissement. Le ministre a saisi cette occasion pour lancer un appel aux investisseurs et opérateurs acti- vant dans le domaine de fournitures scolaire, afin d'investir dans ce créneau porteur. Pour

lui, ce marché est prometteur. Pour illustrer ses propos, le ministre a indiqué que plus de 78 millions de dollars sont alloués pour l'im- portation d'articles scolaires. En effet, malgré que la production nationale dans ce domaine ait connu une augmentation significative du- rant ces trois dernières années, dont pas moins de cinq produits essentiels sont pro- duits à 100% en Algérie, beaucoup reste en- core à faire dans ce domaine. Plusieurs articles comme des articles en plastique et cartables sont encore importés, alors leurs fabrication en locale ne nécessitera pas une technologie de pointe. Pour lui, le marché des fournitures scolaires est un marché prometteur en Algérie. Il a appelé les investisseurs à s'orienter vers ce secteur qui offre de belles opportunités de réussite au sein du pays et au niveau des mar- chés africains. Il a également réaffirmé l'enga- gement du gouvernement à apporter le sou- tien nécessaire aux opérateurs économiques en leur fournissant les incitations et les facilités nécessaires pour renforcer leur capacité à accroître la production locale.

COMPLEXE DE TRITURATION DES GRAINES OLÉAGINEUSES DE JIJEL

En service dès novembre prochain

Par Mourad A.

Le complexe de trituration des graines oléagineuses situé dans la wilaya de Jijel est prévu pour entrer en service en novembre prochain. Il sera dédié à la produc- tion d'huile brute destinée à la fabri- cation d'huile de table et d'aliments pour bétail. Ce complexe fait partie des unités du secteur industriel transférées dans le cadre de la lutte contre la corruption et de la récupé- ration des biens confisqués. Djamel Ghedir, sous-directeur de la gouver- nance des entreprises publiques économiques au ministère de l'In- dustrie et de la Production pharmaceu- tique, l'a précisé lors de son in-

tervention à la radio nationale. Le complexe de trituration des graines oléagineuses KoutamaAgrifood, si- tué à Bazoul dans la commune de Taher en wilaya de Jijel, constitue un projet d'envergure pour l'Algérie. Transféré au holding public Madar en 2021 après sa nationalisation, ce complexe est en phase de finalisa- tion. Il se spécialise dans l'extraction des huiles végétales brutes du soja et comprend plusieurs unités essen- tielles : une usine de trituration des graines oléagineuses, une unité de stockage des matières premières, une unité pour le produit fini et une unité de commercialisation des huiles. Conçu pour triturer quotidien-

nement 5 000 tonnes de graines oléagineuses, il produira ainsi 1 000 tonnes d'huiles brutes et 4 000 tonnes d'aliments pour bétail chaque jour. Dès son ouverture, le complexe devrait couvrir 20 % des besoins nationaux en huile de table et 70 à 80 % des besoins en ali- ments pour bétail, avec une pers- pective d'expansion vers l'exporta- tion dans une phase ultérieure pour générer des devises. Ce projet est également une initia- tive clé pour la sécurité alimentaire du pays, soutenue par les plus hautes autorités, dont le président Abdelmadjid Tebboune. Celui-ci a souligné l'importance stratégique du complexe, notamment pour réduire

la dépendance aux importations et améliorer la production nationale. Parallèlement, des fermes pilotes seront mises en place pour cultiver des graines oléagineuses, afin de renforcer l'ensemble de la chaîne de production et soutenir l'économie lo- cale. Le complexe contribuera également à la création de 500 postes de tra- vail permanents et de 1 500 postes non permanents, illustrant son im- pact significatif sur l'emploi et l'éco- nomie régionale. Ce projet majeur vise à améliorer l'approvisionnement en huile et en aliments pour bétail tout en soutenant l'économie natio- nale et en consolidant la sécurité ali- mentaire.

PÉTROLE

Le Brent à 77 dollars

Les cours du pétrole flanchaient mardi, avec la baisse du risque géopolitique et aussi affectés par les craintes autour de la de- mande chinoise. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livrai- son en octobre, cédaît 0,68% à 77,13 dollars vers 10h25. Son équi- valent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livrai- son en septembre, dont c'est le der-

nier jour de cotation, perdait 0,75%, à 73,81 dollars. Selon les analystes, "l'espoir d'un cessez-le-feu à Gaza semble être l'un des principaux mo- teurs de la chute des prix". Le risque géopolitique a en effet tendance à doper les prix, en particulier dans les régions productrices de pétrole ou les points de passage clefs, des in- terruptions de production et autres perturbations de l'acheminement du

brut pouvant intervenir. A l'inverse, l'apaisement des risques soulage les prix du brut. En parallèle, la santé économique chinoise pèse lourde- ment sur les prix, soulignent les ex- perts. La Chine a enregistré récemment une série d'indicateurs économiques jugés décevants, en dépit de ré- centes mesures du gouvernement pour tenter de relancer la crois-

sance. L'économie chinoise, le pre- mier pays importateur de brut au monde, inquiète les investisseurs de- puis le tassement de sa croissance au deuxième trimestre. Les difficul- tés économiques se reflètent dans la baisse des exportations de produits pétroliers, la stagnation des opéra- tions de raffinage et la baisse de la soif de pétrole brut étranger, expli- quent les analystes.

PRODUCTION DE SUCRE À BASE DE BETTERAVE

Un important projet sera lancé à Ouargla

Dans le cadre de l'accompagnement des opérateurs économiques dans la mise en œuvre de leurs projets d'investissement, le directeur général de l'Agence algérienne de promotion des in- vestissements, M. Omar Rekache, a tenu hier mardi une séance de travail avec le di- recteur général de la société « TAFADIS », M. Ahmed Draï , en présence des diri- geants de l'agence et de l'entreprise, a in- dique l'AAPI dans un communiqué.Au cours de cette réunion, un projet structu-

rant et stratégique très important a été pré- senté, à savoir la réalisation d'une usine de production de sucre à base de betterave. Ce projet, dont le lancement est en prépa- ration dans la wilaya de Ouargla et dont le coût de réalisation dépassera les 80 mil- liards de dinars algériens, devrait créer plus de 600 emplois directs et des milliers d'em- plois saisonniers et indirects. Pour ce faire, l'opérateur public a acquis de grandes sur- faces agricoles dans la wilaya d'Ouargla où il compte produire de grandes quantités de

betteraves sucrière qui seront traitées et raffinées au niveau d'une unité de transfor- mation qui sera implantée dans la wilaya d'Ouargla. Avec l'unité d'Ouargla, Tafadis Spa dispo- sera de deux unités de traitement et de raf- finage de sucre, l'une pour la canne à sucre (Larbaâta) et l'autre pour la betterave (Ouargla), qui «seront complémentaire et assureront une production régulière de su- cre, indépendamment de la production sai- sonnière de betteraves».

VENTE DE FOURNITURES SCOLAIRES

24 espaces commerciaux de proximité, dans 7 wilayas de l'Est du pays

Pas moins de 24 espaces com- merciaux de proximité sont dé- diés, dans 7 wilayas de l'Est du pays et dans la wilaya déléguée de Barika, à des expositions-vente de fournitures scolaires, a indiqué, mardi à Batna, le directeur régional Est du commerce, Mohamed Serdoun. Le responsable de cette structure basée à Batna a précisé, lors du coup d'en- voi officiel de cette manifestation, donné en compagnie du wali, Moha- med Benmalek, dans la salle "Assi- har" (centre de Batna), qu'en plus de fournitures scolaires proprement dites, les espaces en question propo- sent aux écoliers et à leurs parents des habits, des tabliers et des chaus- sures. Le directeur régional du com- merce a fait remarquer, à cette occa- sion, une augmentation de ce type d'espaces, aujourd'hui au nombre de 24 regroupant 221 opérateurs écono- miques (producteurs, importateurs et grossistes), par rapport à l'année 2023 qui avait vu l'ouverture de 14 expositions-vente avec la participa- tion de 200 exposants. Le wali de Batna, Mohamed Benmalek, a souli- gné que cette initiative de la direction régionale du commerce, en coordina- tion avec la chambre de commerce et d'industrie "Aurès", se poursuivra jusqu'à la rentrée des classes, y com- pris à Batna et dans la wilaya délé- guée de Barika, où 8 espaces de proximités sont ouverts. Il convient de noter que les espaces d'exposi- tion-vente ont accueilli, dès leur ou- verture, une affluence notable de ci- toyens, d'autant que les prix prati- qués sont très compétitifs, suscitant la satisfaction des parents d'élèves aux revenus modestes.

INVESTISSEMENT

L'AAPI reçoit une délégation de PT PUPUK INDONESIA

Le Directeur Général de l'Agence Algérienne de Promotion des In- vestissements, M. Omar REK- KACHE, a reçu, hier mardi, Son Ex- cellence l'Ambassadeur de la Répu- blique d'Indonésie en Algérie, Chalief AKBAR, accompagné d'une délégá- tion de PT PUPUK INDONESIA, en- treprise leader dans le secteur des engrais, classée quatrième en Asie et en Afrique et dixième au niveau mon- dial. La délégation était présidée par le Directeur du Portefeuille et du Dé- veloppement des Affaires. M. Jamsa- ton NABABAN. La visite de la délégation indoné- sienne en Algérie s'inscrit dans le ca- dre de l'exploration des opportunités d'investissement, et de la discussion des projets de l'entreprise visant à lancer des projets d'investissement majeurs, notamment dans les do- maines de la production de phos- phate et d'engrais. Ils ont également exploré la possibilité d'établir des par- tenariats avec des entreprises natio- nales évoluant dans le même sec- teur. Au cours de la réunion, les avantages et incitations à l'investisse- ment offerts par l'Algérie ont été pré- sentés.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

46 morts et 2048 blessés en une semaine

Quarante-six (46) personnes sont décédées et 2048 autres ont été blessées dans 1622 accidents de la circulation survenus durant la période du 11 au 17 août à travers plusieurs wilayas, indique, mardi, un bilan hebdomadaire de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Mostaganem où 5 personnes sont mortes et 68 autres ont été blessées, suite à 61 accidents de la circulation, précise la même source. Durant la même période, les secours de la Protection civile sont intervenus pour l'extinction de 1579 incendies urbains, industriels et divers, dont les plus importants ont été enregistrés à Alger avec 250 incendies, Blida (92) et Annaba (83). En outre, 5376 interventions ont été effectuées, durant la même période, pour le sauvetage de 386 personnes en situation de danger et l'exécution de 4716 opérations diverses d'assistance.

BMS

Canicule à Adrar et In Salah mardi et mercredi

Une vague de chaleur affectera, mardi et mercredi, les wilayas d'Adrar et In Salah, avec des températures qui atteindront 49 degrés, indique un Bulletin météorologique spécial (BMS) émis par l'Office national de la météorologie. Selon le bulletin placé au niveau de vigilance "Orange", la canicule affectera les wilayas d'Adrar et In Salah, où les températures maximales atteindront les 49 degrés, alors que les minimales oscilleront entre 34 et 39 degrés.

OMS

Le mpox «n’est pas le nouveau Covid»

Le monde en sait "déjà beaucoup" sur le mpox et l'on ne peut donc pas le considérer comme "le nouveau Covid", a affirmé mardi le directeur Europe de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Hans Kluge. "Le mpox n'est pas le nouveau Covid. Qu'il s'agisse du clade 1 du mpox, à l'origine de l'épidémie actuelle en Afrique centrale et orientale, ou du clade 2 du mpox, à l'origine de l'épidémie de 2022" dans le monde, a déclaré M. Kluge, lors d'un point de presse des agences de l'ONU. "Nous en savons déjà beaucoup sur le clade 2. Il nous reste à en apprendre davantage sur le clade 1", a-t-il affirmé, en relevant que "nous savons comment lutter contre le mpox". La recrudescence du mpox en République démocratique du Congo (RDC), portée par le clade 1b qui touche aussi le Burundi, le Kenya, le Rwanda et l'Ouganda, a incité l'OMS à décréter le 14 août une urgence de santé publique de portée internationale, l'alerte sanitaire du niveau le plus élevé. L'OMS avait déjà pris une telle décision en 2022 lorsqu'une épidémie de mpox, portée alors par le clade 2b,

s'était étendue à travers le monde. L'alerte avait été levée en mai 2023. Anciennement appelé variole du singe, le virus a été découvert en 1958 au Danemark, chez des singes élevés pour la recherche. Puis en 1970 pour la première fois chez l'homme dans l'actuelle RDC (ex-Zaïre), précédemment connu sous le nom de clade du bassin du Congo puis sous le nom de clade 1, et désormais clade 1a suite à la récente découverte du variant 1b en RDC. "Le clade 1a est ce que l'on appelait autrefois le clade du bassin du Congo" et les malades sont généralement contaminés par des animaux infectés, a indiqué la Dr Catherine Smallwood, du bureau européen de l'OMS. En revanche, a-t-elle dit, "nous n'avons pas isolé ou détecté de transmission zoonotique du clade 1b". Selon l'experte, "il semble donc s'agir d'une souche du virus qui circule exclusivement au sein de la population humaine, et certains des changements viraux identifiés par les virologues nous montrent qu'il est probable qu'elle se transmette plus efficacement entre humains".

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

PIONNIER DE LA LOGISTIQUE DURABLE

Holcim El-Djazair réceptionne son 1^{er} Camion 100% Électrique en Algérie

Fidèle à son engagement indéfectible en faveur de la durabilité, Holcim El-Djazair franchit aujourd’hui une étape décisive vers une logistique durable en recevant le premier camion entièrement électrique d’Algérie, a annoncé le groupe dans un communiqué.

Cette initiative s'inscrit dans la stratégie 2025 du Groupe Holcim et témoigne de l'engagement de l'entreprise à opérer de manière respectueuse de l'environnement, précise-t-il. Déjà leader en matière de production de ciment vert en Algérie avec son produit CHAMIL™ ECOPlanet, Holcim El-Djazair continue d'innover. Toutes ses cimenteries sont certifiées ISO 14001, et l'entreprise est pionnière dans la valorisation des déchets grâce à son activité Geocycle™. Ses cimenteries affichent une performance exceptionnelle en matière d'exportations vertes en Algérie. De plus, son site de production de sacs en papier kraft est alimenté par énergie

solaire, une première en Algérie. La réception de ce camion, qui sera en circulation dans quelques jours, marque une avancée majeure vers un transport durable. Il permettra de réduire jusqu'à 80 tonnes de CO2 par an par rapport à un camion diesel traditionnel. Ce véhicule, importé de Chine dans le cadre d'un partenariat avec l'un de nos plus importants transporteurs, sera dédié au transport de matières premières alternatives traitées dans le cadre de notre activité Geocycle™. Grâce à sa propulsion électrique, aucun polluant direct n'est émis et le bruit est réduit au minimum. « Nous sommes fiers de prendre des mesures concrètes pour réduire notre empreinte environnementale, en par-

faite adéquation avec les objectifs nationaux de durabilité », a déclaré Hichem KAOULI, Directeur Supply Chain de Holcim El-Djazair. «Cet investissement dans un camion électrique, ainsi que l'infrastructure de recharge fournie par Sonelgaz, constitue une avancée majeure vers un transport de marchandises durable, et nous les remercions pour leur soutien essentiel dans cette initiative. D'autres acquisitions suivront dans les prochains mois, en partenariat avec notre prestataire logistique partageant notre vision ambitieuse de la durabilité. Ensemble, nous accélérons la décarbonation de la chaîne de valeur de la construction en Algérie.»

LUTTE CONTRE L'ALTÉRATION ET LA DÉSINFORMATION

Nécessité d’améliorer la création du contenu numérique

Le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droits, Laïd Rebigua a souligné, lundi à Tlemcen, la nécessité d'améliorer les stratégies de défense et la création de contenus numériques pour faire face aux discours déformés et trompeurs publiés dans des espaces virtuels et des sites de réseaux so-

ciaux. Le ministre a déclaré dans son discours, lors de sa supervision d'un colloque national intitulé "La mémoire nationale entre l'ombre des blogs ou l'influence épique des réseaux sociaux", organisé au musée du moudjahid, à l'occasion de la commémoration de la Journée nationale du Moudjahid, qu'à la lumière des menaces numériques croissantes qui affectent notre mémoire et notre identité dans les espaces virtuels et les sites de réseaux sociaux "il est urgent d'amélio-

rer les stratégies de défense et de créer un contenu numérique alternatif qui s'oppose au discours d'altération et de désinformation". Il a ajouté que "le ministère s'attèle à mettre en place une stratégie du secteur, en impliquant tous les acteurs dans le champ de la mémoire en vue de contribuer à créer un contenu pour la promotion de l'éducation numérique, la diffusion de la connaissance historique du discours équilibré et complet et œuvrer à élever un citoyen qui défend

son pays". M. Rebigua a déclaré que "la jeunesse de la révolution représentait une génération authentique dans le renforcement de la cohésion nationale et une référence dans le domaine de la consolidation des liens de fraternité et de loyauté à la patrie et a été le mortier qui a préservé la cohésion de la société lors de la colonisation et s'est dressé avec détermination et fermeté face à toutes les tentatives visant à porter atteinte à l'identité de la nation algérienne".

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTERE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 20 أوت 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, daté: 20 Août 2024

		Prix du détail¹		أسعار التجزئة²	
		DA / Kg		دج / كلف	
Produits		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	المنتجات
Légumes frais	Pomme de terre	88	108	68	البطاطا
	Tomate	64	76	52	الطماطم
	Oignon sec	42	49	36	البصل الجاف
	Ail sec	356	418	294	الثوم الجاف
	Carotte	74	82	66	الجزر
	Navet	106	119	94	لفت
	Poivron	102	115	90	الفلفل الاخضر
	Piment	118	134	102	الفلفل الحار
	Courgette	95	106	84	الكوسة
	Haricot vert	203	225	180	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	102	114	90	الخس
Fruits frais	Pomme locale	397	503	290	التفاح المحلي
	Datte	558	679	437	التمر
	Melon	103	115	91	البطيخ الاصفر
	Pastèque	83	94	72	البطيخ الاحمر
	Poire	377	446	309	الإجاص
	Raisin	231	295	166	العنب
	Banane	403	418	388	الموز
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1794	1951	1638	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	497	510	484	الدجاج
	Œufs (Unité)	18	19	17	البويض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	96	102	90	حليب البقر (لتر)

في



Election présidentielle **07/09/2024**



Les candidats focalisent sur la construction d’une économie forte et un véritable développement local

Les candidats à l’élection présidentielle du 7 septembre ont focalisé leurs interventions, lundi au 5ème jour de la campagne électorale, sur les questions d’ordre économique qui préoccupent les citoyens, mettant l’accent sur la construction d’une économie forte, portée par un véritable développement local.

Synthèse R N

Le candidat du Front des Forces socialistes (FFS), M. Youcef Aouchiche, a affirmé lors d’une activité de proximité à Lakhdaria (Bouira) que "l’Algérie dispose de toutes les ressources humaines et naturelles lui permettant de construire une économie forte et diversifiée". Dans ce sens, il a affirmé que la priorité de son programme consiste à "réhabiliter les catégories moyennes et vulnérables, affaiblies par la hausse des prix", s’engageant, s’il est élu Président, à mettre en place "des mesures immédiates à même de préserver le pouvoir d’achat et la dignité des citoyens". Parmi les propositions avancées, figurent "l’augmentation du salaire minimum garanti (SNMG) à 40000 DA et la mise en place d’allocations destinées aux chômeurs et aux femmes au foyer". En outre, il a évoqué d’autres propositions pouvant résoudre les problèmes dans les secteurs de l’éducation, la santé et la justice, entre autres, réitérant par ailleurs son appel aux citoyens à "se rendre aux urnes pour élire leur candidat", tout en soulignant que le citoyen demeure "la clef de voûte du changement". De son côté, le secrétaire gé-

néral du parti du Front de libération nationale (FLN), M. Abdelkrim Benmbarek, a souligné lors d’un meeting à Tizi-Ouzou, que le programme du candidat indépendant, M. Abdelmadjid Tebboune, qui assure le renforcement de l’équilibre du développement entre les régions, prévoit la révision des Codes communal et de wilaya pour conférer aux élus locaux "plus de prérogatives". Cette démarche sera effective à travers un nouveau découpage administratif, après celui opéré lors de son premier mandat présidentiel et ce, "pour éliminer les inégalités en matière de développement entre les communes", a-t-il ajouté M. Benmbarek n’a pas manqué aussi de noter que le candidat soutenu par le FLN "s’engage dans son programme à poursuivre la politique sociale, réduire l’inflation et œuvrer à améliorer le pouvoir d’achat", soulignant que la politique de développement du secteur agricole, pour assurer l’autosuffisance alimentaire, notamment dans les filières stratégiques comme la céréaliculture, a prouvé "son efficacité". A Sétif, le président du parti El Fadjr El Djadid, M. Tahar Benbaïbeche, a expliqué qu’il soutient le candidat indépendant M. Abdelmadjid Tebboune, car c’est le

même programme porté par son parti, notamment en ce qui concerne la lutte contre la corruption, le recouvrement des biens spoliés, l’intérêt majeur accordé au volet social, ainsi que le soutien à l’agriculture et l’appui aux causes palestinienne et sahraouie. Il a ainsi affirmé la nécessité de "parachever le parcours vers l’Algérie nouvelle de manière à faire ressentir au citoyen qu’il est passé d’une situation à une autre bien meilleure". Le secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), M. Mustapha Yahia, et le président du Mouvement El-Bina, M. Abdelkader Bengrina, ont également appelé, respectivement à Annaba et à Khenchela, à voter en faveur du candidat indépendant M. Abdelmadjid Tebboune pour "lui permettre de consolider les acquis politiques, sociaux et économiques obtenus lors du premier mandat présidentiel". Par ailleurs, M. Ibrahim Merad, directeur de campagne du candidat indépendant, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé une réunion de coordination ayant regroupé des partis politiques soutenant M. Abdelmadjid Tebboune, afin de coordonner les efforts et les programmes des activités à organiser durant la campagne électorale. De son côté, le can-

didat du Mouvement de la société pour la Paix (MSP), M. Abdelaali Hassani Cherif, a mis l’accent, lors d’un meeting à Djelfa, sur la révision du découpage administratif à même de relancer le développement local, suggérant "la suppression de la daïra" qualifiée d’"appareil bureaucratique entravant le développement". Il a expliqué que la révision du découpage administratif vise l’urbanisation des régions inhabitées et leur développement, tout en accordant aux élus la possibilité de l’initiative pour concrétiser des projets au bénéfice des habitants de ces régions, ce qui va dans le sens de la décentralisation du développement et la création de la richesse. A cet égard, il a estimé "impératif de créer un ministère chargé de la planification et de la prospective pour élaborer les plans de développement et veiller à la répartition équitable des richesses". Le candidat du MSP, pour qui la wilaya de Djelfa "représente un projet de pôle économique important", a dévoilé son approche économique et de développement reposant sur "la réalisation de mégaprojets dans des secteurs aussi variés que l’agriculture, l’industrie, l’énergie, le transport, la santé et les services".

Des partis politiques soulignent les futures ambitions du candidat Tebboune

Les partis de la coalition ont focalisé, ce mardi au 6e jour de la campagne électorale, sur les ambitions du candidat indépendant Abdelmadjid Tebboune s’il était élu le 7 septembre prochain. A ce propos, les secrétaires généraux du Rassemblement national démocratique (RND), du Front de libération nationale (FLN), Mustapha Yahia et Abdelkrim Benmbarek, et le chef du parti le Front Al Mostakbal, Fateh Boutbig, ont déclaré à Skikda, lors d’un rassemblement populaire commun, que « le candidat libre Abdelmadjid Tebboune entend mettre en place une base économique solide conforme aux aspirations du peuple algérien ». M. Benmbarek, a souligné lors de ce meeting commun organisé dans le cadre de la campagne électorale

pour les élections présidentielles du 7 septembre au Palais de la Culture et des Arts Malik Chebel que « le candidat libre Abdelmadjid Tebboune est venu avec un programme ambitieux pour construire une Algérie nouvelle », ajoutant qu’« il continuera à améliorer le pouvoir d’achat des citoyens en réduisant les impôts et en augmentant les salaires pour atteindre une augmentation de 100 % d’ici 2027 ». Il a également souligné que le candidat libre Abdelmadjid Tebboune, qui est soutenu par sa formation politique « s’est engagé à récupérer les fonds spoliés en émettant 285 commissions rogatoires judiciaires à travers 32 pays étrangers et en assurant le suivi de 755 comptes bancaires à travers le monde ».

Pour sa part, M. Yahia a déclaré que « si la confiance dans le candidat libre Abdelmadjid Tebboune est renouvelée, son prochain mandat présidentiel sera une période de consolidation des acquis sociaux et économiques ». Pour sa part, M. Boutbig a expliqué que « placer sa confiance en la personne de Abdelmadjid Tebboune est la bonne décision qui mettra le pays sur la voie du progrès et permettra la poursuite des réformes qu’il a entamées, ce qui relancera l’économie nationale », rappelant toutes les réalisations accomplies par le candidat libre au cours de son premier mandat. Les trois intervenants ont souligné l’importance d’une forte participation aux élections présidentielles prévues

le 7 septembre prochain et de voter en faveur du candidat libre Abdelmadjid Tebboune « pour qu’il poursuive ce qu’il a commencé il y a 5 ans dans le processus de construction de la nouvelle Algérie ». Pour sa part, le chef de file du Mouvement El Bina, Abdelkader Bengrina, a estimé que « l’Algérie se dirige vers un avenir prometteur grâce aux réalisations du président Abdelmadjid Tebboune, qui se présente pour un second mandat ». S’exprimant lors d’un rassemblement populaire organisé ce mardi à Alger, M. Bengrina a souligné que « l’Algérie connaîtra le renouvellement des institutions et la restructuration économique, sociale et administrative au cours du prochain mandat, si le candidat libre Abdelmadjid Tebboune

l’emporte ». Dans le cadre du renforcement de l’identité nationale, M. Bengrina a rappelé l’attachement de M. Tebboune, lors de son premier mandat présidentiel, à l’importance de la préservation de la mémoire nationale, notant qu’il a réalisé plusieurs promesses et réalisations, telles que « l’ouverture d’une chaîne publique au nom de la mémoire et le rétablissement de la sixième strophe de l’hymne national ». Par ailleurs, le chef du parti El-Fadjr El-Djadid, Tahar Benbaïbeche, a appelé, depuis Bordj Bou Arreridj, à voter fortement lors de l’élection présidentielle du 7 septembre prochain en faveur du président de la République afin de « de réaliser davantage d’acquis ».

IL A ANIMÉ UN MEETING À TIARET Hassani prône la promotion du développement local

Le candidat du Mouvement de la société pour la paix (MSP) à l’élection présidentielle du 7 septembre, Abdelali Hassani Cherif, s’est engagé, ce mardi à Tiaret à exploiter les ressources pour consolider le développement et réaliser la sécurité alimentaire. Lors d’un meeting populaire à la maison de la culture et des arts Ali Maâchi, au sixième jour de la campagne électorale, Hassani Cherif a expliqué que son projet politique

visait à « adopter une vision prospective pour consolider le développement, réaliser la sécurité alimentaire et assurer l’exploitation optimale des ressources de chaque région ». Après avoir évoqué les potentialités de Tiaret dans les domaines agricole et industriel, il a souligné la nécessité de « préparer des études approfondies pour promouvoir le développement local, en tenant compte de l’investissement dans la ressource humaine chargée de la gestion en ac-

cordant une attention à la famille, à l’éducation, à la formation et à l’encadrement ». Dans le même contexte, il a souligné que son programme vise à « lutter contre la corruption et la bureaucratie, à œuvrer au développement de la numérisation et à fournir les moyens d’encourager l’investissement et la création de petites et moyennes entreprises ».

Le FFS promet «d’augmenter l’allocation touristique à 1.000 euros »

Dans le cadre de la campagne électorale pour le compte des prochaines élections présidentielles, prévues pour le samedi 7 septembre 2024, le candidat du FFS Youcef Aouchiche promet d’augmenter cette allocation, s’il est élu président de la République. Dans le volet économique de son projet présidentiel, notamment concernant la lutte contre le marché de change informel, le candidat du FFS

promet en effet de « d’augmenter l’allocation touristique à 1.000 euros », s’il sera élu à la tête du pays. Au taux de change officiel actuel, c’est l’équivalent d’un peu plus de 148.000 dinars. Dans le même sillage, Youcef Aouchiche promet aussi de « créer des agences de changes officielles au niveau national » et d’adopter « un taux de change plus flexible ou flottant pour mieux refléter l’offre et la demande sur

le marché officiel, réduisant ainsi l’écart avec le taux du marché informel ». Toujours à propos du marché informel des devises, il prévoit d’intensifier les contrôles et d’appliquer des sanctions sévères contre « les opérateurs » de ce marché, en incluant « des amendes, des confiscations de devises et d’autres mesures répressives ».

UNIVERSITÉ DE MASCARA

**Plus de 7.000
nouveaux étudiants
attendus pour la
rentrée 2024-2025**

Plus de 7.000 nouveaux bacheliers sont attendus à l'Université "Mustapha Stambouli" de Mascara, à l'occasion de la rentrée 2024-2025, a-t-on appris, lundi, du Vice-recteur de cet établissement d'enseignement supérieur, chargé de la pédagogie et de la post-graduation. Professeur Belfadhl Abdelkader a indiqué à l'APS que ce nombre est réparti à travers 7 facultés, à savoir celles des "Sciences naturelles et de la vie", "Sciences et technologie", "Sciences humaines et sociales", "Droit et Sciences politiques", "Sciences économiques, commerciales et Gestion", "Sciences exactes", ainsi que "Lettres et Langues". A la faveur de ce nouvel apport, l'effectif de l'Université "Mustapha Stambouli" sera porté à plus de 22.000 étudiants, a fait observer la même source, qui a rappelé que le nombre de diplômés enregistré à la clôture de l'année universitaire 2023-2024, au niveau de cet établissement d'enseignement supérieur, a atteint 5.600, à savoir 3.330 dans le cycle Licence et 2.200 dans celui du Master.

EL-OUED

**3.600 ha réservés à
la tomate de plein
champ**

Une superficie de 3.600 hectares (ha) a été réservée, au titre de la saison agricole 2024/2025, à la culture de la tomate de plein champ dans la wilaya d'El-Oued, en hausse de 5% par rapport à la saison écoulée, a-t-on appris lundi de la Chambre locale de l'Agriculture. L'intérêt des agriculteurs pour ce type de culture s'est manifesté suite aux résultats probants réalisés ces dernières années concernant ce produit de large consommation, très sollicité sur le marché national, a expliqué le président de la Chambre, Djelloul Othmani. La culture de la tomate de plein champ, dont la période de semis intervient entre début aout et fin septembre de chaque saison, est concentrée dans les régions de Hassi-Khelifa, Debila, El-Magrane, Trifaoui et Reguiba. L'importante production de ce légume, dont la récolte s'effectue entre début décembre et fin février, a permis à la wilaya d'El-Oued de se placer à la tête des wilayas productrices à l'échelle nationale et de bénéficier, dès lors, d'un marché national pour ce produit, localisé au niveau de la commune d'El-Magrane (35 km Est d'El-Oued). La wilaya d'El-Oued renferme une superficie agricole exploitée de plus de 100.000 ha, qui ne cesse de s'accroître d'une année à l'autre.

AIN DEFLA

Une importante campagne de sensibilisation contre les incendies de forêts

Une importante campagne de sensibilisation et de prévention a été lancée par la conservation des forêts de la wilaya d'Ain Defla depuis le début de la saison estivale en vue de lutter contre les incendies qui constituent une réelle menace sur le patrimoine forestier de la région.

Le premier responsable du secteur, Hocine Dahmani, a indiqué à l'APS que dans le cadre de cette campagne, les agents forestiers ont intensifié les patrouilles à travers les différents massifs de la wilaya depuis le début de la saison estivale en coordination avec les services de la Protection civile et de la Gendarmerie nationale. Outre les moyens matériels et logistiques mis en place par les pouvoirs publics, la Conservation des forêts mise également sur la mobilisation de près d'une centaine de comité des riverains installés et plus d'une vingtaine d'associations de chasseurs pour la lutte contre les feux de forêts, a ajouté M. Dahmani. Le conservateur a souligné à cet effet, que plusieurs mesures préventives ont été prises pour renforcer le dispositif de lutte contre les incendies, notamment à travers l'aménagement et l'ouverture de 138 hec-

tares de tranchée pare-feux (TPF), ouverture et aménagement de près de 200 km de pistes forestières et la construction de 10 points d'eau au niveau des massifs de la wilaya. Des travaux d'aménagement des accotements des routes sur 230 km ont été réalisés par les services des travaux publics et l'aménagement des accotements de la voie ferrée sur 3 km effectué par la société nationale des transports ferroviaires (SNTF), a-t-il affirmé, ajoutant que 182 ha de tournières ont été réalisés autour des champs des céréales par les services agricoles. Des actions de sensibilisation ont eu lieu dans le cadre de la campagne de lutte anti-incendie, à l'instar de l'organisation des expositions, des conférences thématiques et des journées de sensibilisation, ainsi que la distribution et la plantation de près de 186.000 plants, indique M. Dahmani. De plus, 75 employés saisonniers

ont été recrutés durant la saison estivale pour faire fonctionner les 16 postes de vigie existants, a-t-il fait savoir, assurant que la Conservation dispose également de 17 brigades d'intervention. Les services des forêts participent, aux côtés de la Protection civile, à la surveillance des feux de céréales par la mise en place d'un dispositif composé de 12 points de surveillance, a-t-il déclaré, soulignant que 54 interventions ont été déjà effectuées pour l'année 2024. Par ailleurs, 12 foyers d'incendies ont été enregistrés depuis le début de la saison estivale à ce jour, causant la perte de 3,93 ha de couvert végétal, contre une superficie de 82,10 ha ravagés par les feux durant la même période en 2023, a noté le conservateur saluant les efforts consentis par les différents services ayant pris part à la lutte contre les feux de forêts.

EL-MÉNIAÂ

Plusieurs projets lancés dans la zone d'ombre de Hassi Ghanem

Plusieurs projets de développement, susceptibles d'améliorer significativement les conditions de vie des habitants de la zone d'ombre de Hassi Ghanem, dans la wilaya d'El Méniaâ, ont été lancés par les autorités locales, a-t-on appris mardi auprès des services de la wilaya. Située à 60 kilomètres au nord du chef-lieu de wilaya, cette zone d'ombre bénéficiera notamment de l'aména-

gement d'un lotissement de 400 parcelles, de la construction d'un château d'eau d'une capacité de 500 mètres cubes, ainsi que de la réalisation de 870 mètres linéaires de réseau d'évacuation des eaux usées et de 2 700 mètres linéaires de réseau d'eau potable. Par ailleurs, une route de 1 400 mètres linéaires sera ouverte pour desservir ce nouveau lotissement. Lors du lancement de ces projets, le

wali d'El Méniaâ, Mokhtar Benmalek, a souligné la volonté des pouvoirs publics d'améliorer le cadre de vie des citoyens vivant dans ces zones enclavées, en leur offrant des infrastructures de base de qualité. Il a également exhorté les entreprises en charge de ces travaux à respecter les délais et les normes en vigueur, afin de garantir un développement durable répondant aux attentes de la po-

pulation. Au cours de cette visite de terrain, les autorités locales ont inspecté plusieurs équipements publics destinés à la région de Hassi Ghanem, tels que le siège de la poste et la salle de soins El Moudjahid Zahar-Mohamed. Les habitants de la zone d'ombre de Hassi Ghanem se sont réjouis de ces initiatives, qui, selon eux, vont considérablement améliorer leur qualité de vie.

TIARET

Lancement des travaux de renforcement de l'alimentation des villes de Tiaret et Sougueur en eau potable

Les travaux du projet de mobilisation de 8.000 m3 d'eau en faveur des villes de Tiaret et Sougueur du bassin hydrique du chott Chergui ont été lancés, lundi, a annoncé le directeur de l'hydraulique de la wilaya, Zaki Bencheikh. Dans ses explications au wali de Tiaret, Ali Bouguera, lors du lancement des travaux, M. Bencheikh a indiqué que ce projet, devant être prêt dans deux mois, permettra de fournir des ressources hydriques supplémentaires aux deux villes, avec la mise en service de

deux puits du bassin du Chott Chergui à Tides. Ce projet, qui porte sur la réalisation d'adductions sur une distance dépassant les 13,5 km, coûtera 478,5 millions DA et contribuera à augmenter les capacités de mobilisation et de stockage d'eau. Au même site, un réservoir d'eau souterrain a été mis en service, lors de cette visite, d'une capacité de 2.500 m3, ce qui contribuera à améliorer le service public d'alimentation en eau potable dans quatre communes de la daïra d'Aïn Kermes, sachant que le coût de cette infra-

structure a atteint 58 millions DA. Le wali a salué les efforts déployés par le secteur, permettant de dépasser le déficit d'eau enregistré dans la ville de Tiaret, les semaines dernières, signalant que le projet de raccordement des réservoirs répartis à travers la ville fourniront des quantités plus importantes d'eau pour lutter définitivement contre ce déficit avec la réception du projet d'alimentation de la ville du bassin hydrique phréatique de Adjermaya sur une distance de 130 km, avant la fin de l'année en cours.

SÉTIF

De nombreuses opérations de développement concrétisées dans la localité d'Ouled Halima

De nombreuses opérations de développement, inscrites au profit de la petite localité d'Ouled Halima, dans la commune de Serdj El Ghoul (extrême nord de la wilaya de Sétif), ont été concrétisées, a affirmé, lundi, le président de l'Assemblée populaire communale (APC), Sebti Garmis. Le même élu a précisé que ce hameau avait bénéficié, au titre du programme de développement décidé par le président de la République, M. Abdelmad-

jid Tebboune, au profit des zones d'ombre, de 11 opérations "aujourd'hui entièrement achevées" pour un montant de près de 99,8 millions de dinars, permettant de revitaliser la zone en question, d'améliorer les conditions de vie de ses habitants et de les sédentariser. Les opérations inscrites au bénéfice d'Ouled Halima et de ses alentours ont donné lieu à l'aménagement et au revêtement de 4 chemins communaux, au raccordement de cette localité aux réseaux d'elec-

tricité et de gaz naturel, à la réalisation et l'équipement de la cantine scolaire de l'école primaire "Frères Boukazzoula", à la réhabilitation et l'équipement d'une salle de soins et la mise en place de l'éclairage public, a affirmé le même édile. Selon M. Garmis, les opérations suscitées s'ajoutent à l'aménagement d'une source d'eau publique, à la construction d'un réservoir d'eau d'une capacité de 210 m3 et à la distribution de quotas d'arbres fruitiers, d'ovins, de caprins

et de ruches à des agriculteurs dans le cadre du programme d'appui au développement rural. La wilaya de Sétif a bénéficié, à l'instar de toutes les autres régions du pays, d'un programme de développement et de mise à niveau des zones d'ombre financé à hauteur de 4,49 milliards de dinars. Un investissement public qui a permis de réaliser 239 opérations de développement dans 80 zones d'ombre, selon des données obtenues auprès des services de la wilaya.

Les défis des BRICS et la crise des institutions financières internationales

Il est désormais largement admis que les institutions de l'économie mondiale sont, à un degré ou à un autre, en crise. A différents niveaux, qu'il s'agisse du FMI, de la Banque mondiale ou de l'OMC, ces institutions ont des difficultés croissantes à s'adapter à un monde en évolution rapide et à une situation géopolitique instable.

1^{ère} partie

Par Jacques Sapir (*)

L'une des principales raisons de cette situation est l'émergence d'un groupe important de pays qui remettent désormais en question le modèle de gouvernance mondiale et les équilibres établis à la fin de la Seconde Guerre mondiale. L'émergence des BRICS, et depuis janvier 2024 des BRICS+, est le résultat cumulé d'une longue histoire d'insatisfaction à l'égard du fonctionnement de ces institutions de l'économie mondiale. Les BRICS+ pourraient-ils développer de nouvelles institutions capables de défier ou de remplacer les institutions mondiales issues du cadre de Bretton Woods ? Il s'agit d'une question importante découlant de l'importance croissante des BRICS.

Le rôle croissant des BRICS en tant que groupe visant à établir des règles de gouvernance régionale voire mondiale marque un changement substantiel dans notre compréhension du système international. Deux possibilités clairement divergentes existent. La première voit les BRICS+ œuvrer pour une redistribution du pouvoir au sein de la gouvernance mondiale, sans changement majeur dans les règles du jeu. Dans ce cas, nous pourrions voir les BRICS soutenir simplement les valeurs et les normes occidentales, mais chercher à exercer une influence croissante dans leur mise en œuvre. La seconde voit les BRICS+ remettre clairement en question les valeurs et les normes occidentales et tenter de faire dominer leur propre ensemble de valeurs et de normes. Le passage de la première à la seconde attitude pourrait bien être le fait déterminant de ces dernières années.

Il y a depuis plus de dix ans un débat dans le monde académique qui porte soit sur le rôle des BRICS+ dans la transformation de la hiérarchie de l'ordre mondial mais dans une logique où ces pays jouent le jeu établi, soit qui se concentre sur les sources nationales de formation des préférences des nations qui forment BRICS, ce qui implique une analyse de la position des différents États dans ce jeu global et leur possibilité d'en modifier son contenu et sa forme.

Le présent texte se concentrera sur le pouvoir structurel, qu'il soit potentiel ou réel, des BRICS+ à « changer les règles du jeu ». Il examinera spécifiquement comment la Nouvelle Banque de Développement (NBD) créée par les BRICS, jusqu'à présent la principale tentative des BRICS en matière de renforcement institutionnel, pourrait remettre en question, ou de compléter, les institutions mondiales existantes, à titre d'étude de cas. Il s'organisera en

une première partie, examinant la crise – latente ou ouverte – des institutions économiques internationales (FMI, Banque Mondiale et OMC), puis, dans une deuxième partie, on examinera la montée en puissance des BRICS et leur transformation en BRICS+. Une troisième partie mobilisera alors les théories du pouvoir structurel de Susan Strange et de l'articulation entre les logiques de « voix » et de « sortie » (ou défection) de Hirschman, et s'intéressera à leur pertinence quant à notre objet. Enfin, la quatrième partie examinera en quoi la création de la NBD constitue à la fois une application de la logique de « sortie » et peut aussi s'analyser dans les termes du pouvoir structurel, et en quoi cette NBD est différente, et peut-être représente une alternative, aux institutions financières internationales existantes.

Les institutions de l'économie mondiale en crise

Les institutions censées gouverner l'économie mondiale, issues de Bretton Woods pour certaines, comme le FMI et la Banque mondiale, ou de l'hégémonie américaine comme l'OMC, traversent une période prolongée de crise et d'incohérences.

La crise des organisations économiques internationales a commencé il y a environ 25 ans, lorsque le FMI s'est montré incapable d'arrêter la crise coréenne puis asiatique de 1997[3]. Le rejet par les États-Unis de la proposition japonaise de créer un « Fonds monétaire asiatique » ne s'est pas accompagné d'un renforcement de la capacité d'action du FMI. Si cet échec démontrait à l'époque la faiblesse des capacités institutionnelles non américaines, il montrait aussi que le mécontentement à l'égard du fonctionnement « occidental-centré » du FMI était important. L'incapacité renouvelée du FMI à empêcher l'extension rapide de la crise de 2008 (crise dite des « subprimes ») a confirmé la crise de la gouvernance dans le monde financier mondial.

Cette crise se double paradoxalement d'une crise latente du dollar engendrée par les États-Unis eux-mêmes et résultant de la mise en œuvre très politique de mesures, telles que le Foreign Corrupt Practices Act et le Foreign Account Tax Compliance Act et de la décision des autorités américaines de considérer que toute utilisation du dollar ferait tomber automatiquement les sociétés étrangères sous le droit américain. Un rapport parlementaire français rédigé en 2016 montre que le principal problème vient du fait que les transactions doivent nécessairement passer par une banque américaine pour « acheter » des dollars, tombant ainsi sous le coup du droit américain.

Ces mesures ont donc accéléré le phénomène de crise des institutions de gouvernance internationale.

Le FMI était historiquement clairement l'institution la plus exposée aux critiques[10]. Il est notoire que les politiques d'ajustement structurel ont suscité beaucoup de colère et de mécontentement dans de nombreux pays. Cela a commencé dans les années 1980[12] et s'est poursuivie sans relâche jusqu'à aujourd'hui. Les politiques du FMI reflètent une continuité rhétorique et politique substantielle avec le néolibéralisme, même si on peut noter – mais essentiellement pour des pays européens des discontinuités discursives prononcée dans ces deux domaines. Mais le FMI peine aujourd'hui à maintenir sa capacité à mettre en œuvre des politiques d'ajustement structurel et à rester la référence dans de nombreux pays.

La question d'une éventuelle réforme du FMI est devenue centrale depuis la crise des « subprimes » et la montée en puissance des pays émergents, dont la Chine mais aussi l'Inde. Cependant, les tentatives de réforme de cette institution sont restées limitées. Le résultat final est que, dans le « Sud global », la légitimité du FMI s'est considérablement érodée et la demande d'une organisation alternative est devenue de plus en plus évidente. Il est vrai que les analystes soupçonnent depuis longtemps que la politique intervient largement dans les opérations de prêt du Fonds monétaire international et que cette organisation pourrait être largement influencée par le Trésor américain. Une telle hypothèse n'a certes pas été suffisamment précisée, mais elle serait largement cohérente avec la notion d'« hégémonie ». De toute évidence, l'alignement politique sur les États-Unis, la plus grande puissance du FMI, augmente la probabilité d'un pays de recevoir un prêt du FMI, ou celle de bénéficier de clauses de conditionnalité plus favorables. On aurait pu penser que la fin de la guerre froide aurait apporté un changement sur ce point. Il n'en fut rien et ce serait une erreur que de penser que le FMI serait devenu moins politisé depuis la fin de la guerre froide[23]. En fait un travail suggère que l'influence du politique s'est en réalité accrue depuis 1990. Le comportement des organisations multilatérales reste toujours déterminé par les intérêts politiques de leurs États membres les plus puissants.

La Chine a tenté d'accroître son influence au sein du FMI et a réussi, dans une certaine mesure, à y parvenir. Un bon exemple d'une telle collaboration est l'entrée du Renminbi (RMB) dans le panier des Droits de Tirage Spéciaux en 2016. Tout comme les États-Unis et d'autres économies occidentales déve-

loppées, la Chine a également pris des décisions concernant sa collaboration avec les institutions financières internationales (IFI) en fonction de ses propres intérêts et objectifs concernant des questions économiques et politiques clés, avec un projet à long terme d'internationalisation de sa monnaie. En fait, lorsque les intérêts et les objectifs de la Chine convergent avec ceux du FMI, sa collaboration avec le FMI tend à engendrer un résultat qui répond aux besoins de la Chine. Cependant, si la Chine et le FMI ont des intérêts et des objectifs divergents, le résultat de leur collaboration, ou plus précisément de leur non-collaboration, peut s'avérer nettement déstabilisant.

Les relations de la Chine avec le FMI en réalité dépendent fortement de ses relations avec les États-Unis. Depuis le deuxième mandat d'Obama et la présidence de Trump, la dégradation de ces relations a rendu les relations avec le FMI de plus en plus problématiques. Cette tendance s'est poursuivie sous la présidence de Biden. Pourtant, le FMI reste chargé de réguler, pour le meilleur ou pour le pire, les finances et les dettes mondiales. Malgré le fort mécontentement qu'il a suscité, aucune nouvelle institution n'a jusqu'à présent émergé pour remettre en cause sa domination. Cela pourrait cependant changer avec la création de la Nouvelle Banque de Développement.

La Banque mondiale est également confrontée à de profondes critiques depuis les années 1990. Le désenchantement à l'égard des politiques de la Banque mondiale n'est pas nouveau, pas plus que les appels à la réforme de l'institution. Son alignement avec la politique américaine a été un des points que de nombreuses critiques ont relevé.

Pendant la majeure partie de la période d'après-guerre, la Banque a joui d'un quasi-monopole dans deux domaines : le financement et la connaissance des problèmes et des processus de développement. Même si la Banque Mondiale conserve son importance en matière de connaissances sur le développement, le secteur du financement du développement est devenu plus compétitif grâce à la création d'une série de nouvelles institutions par les pays émergents. Le risque que la Banque mondiale ne devienne simplement une autre agence d'aide gérée par les pays riches pour venir en aide aux pays les plus pauvres a été clairement identifiée. Certains géants nationaux appartenant à l'État, tels que la Banque chinoise de développement et la China Exim Bank, auraient (au moins certaines années) accordé plus de prêts à l'Afrique que la Banque mondiale. Cette situation soulève évidemment des questions embarrassantes.

(A suivre)

MAURITANIE

Le pays envisage de doubler sa production de minerai de fer d'ici 2030

La production de minerai de fer en Mauritanie est passée de 13 millions de tonnes en 2022 à 14 millions de tonnes en 2023 et le pays est en bonne voie "pour doubler ce chiffre d'ici 2030". C'est ce qu'a affirmé la Banque africaine de développement (BAD) dans un communiqué, rendu public le 8 juillet courant, à propos du potentiel minier mauritanien.

"Au cours de la prochaine décennie, la Mauritanie prévoit de doubler sa capacité de production de minerai de fer pour atteindre plus de 45 millions de tonnes par an. Cet objectif ambitieux implique des investissements importants dans les infrastructures et la logistique", a projeté la BAD dans sa publication.

"L'accent est mis sur la production de minerai de fer de haute qualité et le développement de boulettes de minerai de fer, en phase avec la transition mondiale vers des procédés de fabrication d'acier plus propres", a expliqué la même source.

D'après la Banque africaine de développement, la Mauritanie dispose d'importantes réserves de minerai de fer, évaluées à plusieurs milliards de tonnes, lui permettant de se positionner en tant que "deuxième producteur de cet important minerai en Afrique". Aussi, le pays envisage d'investir davantage dans la production de l'hydrogène vert et d'exploiter de nouveaux champs gaziers.

"La synergie entre l'exploitation minière, l'hydrogène vert et le développement des champs gaziers nécessitera des infrastructures importantes, qui profiteront non seulement au secteur minier mais aussi à l'économie dans son ensemble", a relevé la BAD.

INVESTISSEMENTS DANS LES ÉNERGIES RENOUVELABLES

Les États du Golfe sont sur la bonne voie

Les États du Golfe, soucieux de la reconversion économique, commencent à se concentrer sur la diversification, avec le développement d'infrastructures robustes pour les énergies renouvelables.

À mesure que le développement urbain et la population connaissent un certain essor dans la région du Golfe, la demande d'électricité augmente rapidement et la région devrait avoir besoin de 100 gigawatts supplémentaires d'électricité au cours de la prochaine décennie pour répondre à cette demande. De plus, plusieurs voies de diversification économique, telles que l'intelligence artificielle, les villes intelligentes et les attractions touristiques, sont de grosses consommatrices d'électricité, ce qui renforce encore le besoin de sources d'énergie suffisantes et durables. Par ailleurs, à mesure que le nombre d'habitants augmente dans une région confrontée à des températures élevées pendant la majeure partie de l'année, la demande accrue en climatisation exercera également de nouvelles pressions sur la production d'électricité. Les énergies renouvelables sont essentielles pour répondre à cette demande croissante et, selon l'Agence internationale de l'énergie, elles représenteront 35% de la production mondiale d'électricité d'ici à 2025. Cette région a montré une tendance positive dans ce domaine, les États du Golfe ayant

activement établi une coopération transfrontalière, régionale et internationale pour développer les infrastructures d'énergies renouvelables. Le 1er mai, par exemple, Masdar, la société publique d'énergie renouvelable des Émirats arabes unis, a conclu un accord de partenariat avec la société d'énergie et d'investissements du royaume de Bahreïn, Bapco Energies, pour développer des parcs éoliens le long des côtes et en mer à Bahreïn. La même semaine, la société omanaise d'hydrogène vert Hydrom a signé des accords d'une valeur de 11 milliards de dollars (1 dollar = 0,93 euro) avec des entreprises internationales, dont la société publique française EDF. Ceux-ci conduiront à la mise en place de deux nouveaux projets d'hydrogène vert dans le Dhofar. Simultanément, la Koweït Oil Company a signé un protocole d'accord avec le ministère koweïtien de l'électricité, de l'Eau et des Énergies renouvelables pour coordonner les efforts visant à produire 1 GW d'électricité à partir de l'énergie solaire. Avec une exposition abondante au soleil et au vent et de vastes étendues de terres inutilisées, les États du Golfe sont bien placés pour exploiter

les ressources naturelles pour une énergie durable. Une forte exposition au soleil permet aux centrales solaires de fonctionner pendant des durées plus longues. Il convient de noter que, dans le Conseil de coopération du Golfe, l'énergie solaire photovoltaïque coûte désormais moins de 2 cents le kilowattheure et constitue donc l'option la moins chère pour la production d'électricité.

Stimuler la production d'énergie renouvelable fait également partie de l'engagement des États du Golfe à réduire les émissions de carbone et à atteindre leurs objectifs de zéro émission nette. Grâce à leur participation à des sommets environnementaux internationaux notables tels que la Conférence des Parties de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, l'Arabie saoudite, Bahreïn, le Koweït et les Émirats arabes unis se sont engagés à atteindre zéro émission nette d'ici à 2050. De plus, après avoir ratifié l'accord de Paris et reconnaissant leur forte dépendance aux combustibles fossiles, les États du Golfe ont activement mis en place les infrastructures et les plans nécessaires pour réduire les émissions.

LA FINANCE ISLAMIQUE EN TUNISIE

Un secteur en quête de maturité

La finance islamique, un secteur bancaire conforme aux préceptes de la charia, a fait son apparition en Tunisie dans les années 1980. Cependant, son développement a été lent et parsemé d'embûches. Aujourd'hui, bien que ce secteur présente un potentiel significatif pour l'économie tunisienne, il reste confronté à de nombreux obstacles qui freinent son expansion. L'histoire de la finance islamique en Tunisie remonte à 1983, avec la création de la BEST Bank, une institution offshore. Cette première initiative, bien que novatrice, n'a pas bénéficié d'un cadre législatif adapté, ce qui a considérablement limité son impact. Il a fallu attendre 2009 pour voir l'émergence de la Banque Zi-

touna, la première banque islamique autorisée à opérer sur le territoire national. Néanmoins, cette dernière a dû se conformer aux réglementations des banques conventionnelles, faute d'un cadre juridique spécifique à la finance islamique. Malgré ces débuts timides, le secteur de la finance islamique en Tunisie a réalisé des progrès notables au cours de la dernière décennie. Les institutions financières islamiques ont consolidé leur présence et élargi leur gamme de produits conformes à la charia. Toutefois, leur part de marché reste marginale, représentant moins de 1% des dépôts bancaires à la fin de 2009. Par ailleurs, la situation a évolué et ces banques ont accaparé 7,9% du total des dépôts des banques tunisiennes et 6,9% du total

des crédits du secteur bancaire, selon les derniers chiffres officiels. Cette situation s'explique en partie par le manque de connaissance du public concernant les principes de la finance islamique. Une étude a révélé que près de deux tiers des Tunisiens ne comprennent pas clairement le fonctionnement de ces services financiers, ce qui constitue un frein majeur à leur adoption. L'absence d'un cadre législatif adapté demeure l'un des principaux obstacles au développement de la finance islamique en Tunisie. Bien qu'une loi bancaire ait été adoptée en 2016, l'absence de textes d'application spécifiques entrave la création et le fonctionnement d'institutions financières islamiques. Cette lacune juridique crée une incertitude qui dis-

suade les investisseurs et limite l'innovation dans le secteur. La finance islamique présente en effet plusieurs avantages économiques pour la Tunisie, particulièrement dans le contexte post-2011 où le pays cherche des solutions pour stimuler sa croissance et relever des défis tels que le chômage élevé. Elle peut notamment jouer un rôle crucial dans la mobilisation de ressources financières actuellement sous-utilisées. De nombreux Tunisiens, par conviction religieuse, hésitent à utiliser les services bancaires conventionnels. La finance islamique offre une alternative qui pourrait encourager ces individus à investir leurs économies, favorisant ainsi une meilleure circulation des capitaux dans l'économie.

ARABIE SAOUDITE

Le PIF génère un rendement de 8,7% pour les actionnaires en fin 2023

Le Fonds d'investissement public d'Arabie saoudite a généré un rendement annuel moyen pour les actionnaires de 8,7 pour cent d'ici à la fin de 2023, soulignant son rôle important dans la diversification économique en cours du Royaume.

Alors que le pays fait progresser son programme Vision 2030, les performances du PIF soulignent sa position centrale dans la réduction de la dépendance du pays à l'égard des revenus pétroliers, un objectif essentiel du cadre de l'initiative.

Le plan Vision 2030, lancé en 2016, vise à transformer l'économie de l'Arabie saoudite en réduisant sa dépendance au pétrole, en encourageant de nouvelles industries et en attirant les investissements étrangers.

Yasir Al-Rumayyan, gouverneur du PIF,

a insisté sur la mission du fonds, soulignant que 2023 serait une période de progrès significatifs et de grandes réalisations.

Il a déclaré: "Au cours d'une année de progrès et de grandes réalisations, le PIF a continué à remplir son mandat en tant que moteur de la transformation et de la diversification économiques durables de l'Arabie saoudite".

Al-Rumayyan a noté le dévoilement de nouveaux méga-projets, le lancement de sociétés de portefeuille dans divers secteurs et l'établissement de partenariats historiques.

Le PIF est au cœur de cet effort, car il a permis de canaliser des investissements stratégiques dans des secteurs clés, favorisant ainsi la transition du Royaume vers un modèle économique plus diversifié et plus durable.

Le rapport annuel du PIF pour 2023 a révélé que ses actifs sous gestion, connus sous le nom de AuM, ont augmenté de 29 pour cent, atteignant 2 871 milliards de SR (765 milliards de dollars) à la fin de l'année.

Ce chiffre est passé à plus de 3,47 billions de dollars en juillet de cette année, ce qui témoigne d'une croissance soutenue.

Les actifs internationaux du PIF ont augmenté de 14,3 pour cent, atteignant 586 milliards de SR à la fin de 2023, reflétant l'expansion de son empreinte mondiale et ses efforts pour diversifier son portefeuille d'investissement sur différents marchés internationaux.

Au niveau national, le PIF a été un moteur essentiel de la croissance de secteurs critiques, créant plus de 730 000 emplois directs et indirects d'ici à la fin

de 2023 - un chiffre qui est passé à plus de 763 000 au premier trimestre de cette année.

Ces efforts ont permis de soutenir des emplois à haute valeur ajoutée et de renforcer le secteur privé, un élément crucial de la transformation économique de l'Arabie saoudite.

Le portefeuille diversifié du fonds couvre un large éventail de secteurs, dont 23,1 pour cent des investissements dans l'énergie, 17 pour cent dans l'immobilier, 9,4 pour cent dans les technologies de l'information et 7,3 pour cent dans les services financiers.

Un aspect essentiel de la stratégie nationale du fonds est le développement du secteur saoudien, qui a joué un rôle déterminant dans la diversification économique du Royaume pendant plus de cinq décennies.

RÉFORME DU SECTEUR DE L'ÉLECTRICITÉ EN AFRIQUE DU SUD

Plusieurs milliards \$ en jeu

Le texte ouvre des opportunités à la concurrence et suscite l'espoir d'une baisse des tarifs d'électricité. Mais il réduit aussi le monopole d'Eskom, la société publique en matière de production, et place ses créanciers en alerte sur la capacité de recouvrer les prêts qu'ils ont accordés à cette entité.

La réforme du secteur électrique en Afrique du Sud introduit de nouveaux paramètres pour les créanciers d'Eskom, la société publique de l'électricité. Avec une dette de 423 milliards de rands (environ 23 milliards de dollars) au 31 mars 2023 et des créances municipales s'élevant à 63,2 milliards de rands en août 2023, l'entreprise se trouve au cœur d'une transition déterminante. L'Agence de notation Moody's, qui a récemment relevé la note d'Eskom de Caa1 à B2 avec une perspective stable, souligne l'importance des améliorations opérationnelles et du recouvrement des créances pour l'avenir de l'entreprise. L'agence de notation met en garde : la capacité d'Eskom à lever des fonds à des conditions acceptables dépendra de ces améliorations et des nouvelles dispositions réglementaires. La loi modifiant la réglementation sur l'électricité qui a été promulguée vendredi 16 août par le président Cyril Ramaphosa prévoit la création d'un marché concurrentiel de production d'électricité, l'établissement d'une société de transmission indépendante et le renforcement des sanc-

tions contre le sabotage des infrastructures. Ces mesures ne manqueront pas d'attirer de nouveaux investissements, notamment dans les énergies renouvelables, pour couvrir le manque d'énergie électrique devenu chronique en Afrique du Sud. Le gouvernement a mis en place un plan de sauvetage de 254 milliards de rands pour soutenir Eskom. Cependant, l'ouverture du marché à la concurrence pose de nouveaux défis pour l'opérateur historique qui peut voir sa capacité à générer des revenus supplémentaires être réduite, et par conséquent celle de rembourser ses créanciers. Les créanciers semblent toutefois avoir pris la mesure de ces évolutions. L'introduction d'un transporteur autonome (filiale d'Eskom) était subordonnée à une acceptation de leurs parts et en mars 2024, cette condition a été levée. Toutefois, ces partenaires financiers d'Eskom surveilleront des indicateurs comme l'évolution des parts de marché d'Eskom, l'amélioration de son facteur de disponibilité énergétique (EAF) et sa capacité à s'adapter au nouvel environnement

concurrentiel. La réforme, qui introduit une transformation profonde d'Eskom, présente en effet des opportunités pour de nouveaux acteurs. L'équilibre entre la stabilité financière de l'entreprise publique et le développement d'un marché concurrentiel sera déterminant pour le succès de cette transition énergétique. Les investisseurs potentiels voient dans cette ouverture du marché de nouvelles possibilités, notamment dans le secteur des énergies renouvelables. La diversification des sources d'énergie pourrait à terme réduire les coûts de l'électricité et stimuler la croissance économique du pays. Alors que l'Afrique du Sud cherche à résoudre ses problèmes chroniques d'approvisionnement en électricité, cette réforme marque un tournant dans la modernisation de son secteur énergétique. Mais elle révèle aussi que pour les autres pays africains qui font face à des défis similaires, les enjeux financiers sont au cœur des processus qui déterminent la transition vers des énergies plus propres et plus stables.

MALI

2,8 millions \$ au profit de la filière mangue d'ici 2027

En Afrique de l'Ouest, le Mali est l'un des principaux fournisseurs de mangue avec la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso. Bien que ce fruit soit le deuxième produit agricole d'exportation du pays après le coton, le potentiel du secteur est encore sous-exploité. Au Mali, la Société Industrielle de gestion et de commerce (Sigec) a lancé le 8 août dernier un projet d'une durée de 3 ans, baptisé « Mali Mangoro Yiriwa » au profit de la filière mangue,

dans les régions de Sikasso et Bougouni. D'un coût total de 2,8 millions \$, ce projet est cofinancé par l'Agence des États-Unis pour le développement international (Usaid) dans le cadre de l'initiative Feed The Future visant à améliorer la sécurité alimentaire et lutter contre la pauvreté. Les interventions devraient bénéficier à plus de 12 000 petits exploitants agricoles. Elles portent notamment sur la mise en œuvre d'une panoplie de formations techniques dont la lutte

intégrée contre les mouches de fruits en vue de renforcer les capacités des producteurs et les encourager à investir davantage dans le secteur. La Sigec prévoit également d'installer une unité de transformation de mangue à Sikasso qui sera consacrée à la production de jus de fruits, de confitures et de mangues séchées pour l'approvisionnement du marché local et l'exportation. « Avec ce projet, les mangues de premier et de second choix seront toutes valorisées. Cela

va permettre non seulement d'augmenter les revenus de la Sigec, mais aussi des producteurs de 20 à 30 %. La nouvelle unité de transformation permettra la création de 50 emplois directs et 300 emplois indirects », a déclaré Diango Cissé, responsable de l'entreprise. Au Mali, la production de mangue s'est élevée à plus de 80 000 tonnes en 2023. Selon les données officielles, le pays a un potentiel de production évalué à plus de 575 000 tonnes par an.

ZONE CFA

La production cotonnière a augmenté de plus de 24 % en 2023/2024

En Afrique, la zone CFA est le second exportateur mondial de coton. La région qui était touchée par les attaques de jassides qui ont fortement réduit les récoltes en 2022/2023 a connu une reprise de sa production au cours de la campagne 2023/2024. En 2023/2024, la production de coton graine s'est élevée à plus de 2,6 millions de tonnes au sein de la Zone CFA, selon les données fournies par le Programme régional de production intégré du coton en Afrique (PR-PICA). Ce stock affiche une hausse de plus de 24 % par rapport à la campagne précédente dont la récolte tournait autour de 2,1 millions de tonnes. D'après Luc Abadassi, président du PR-PICA ce rebond de l'offre s'explique par une amélioration des rendements de coton graine de l'ordre de 11 à 53 % dans

les différents pays producteurs de la région. « Cela a été rendu possible grâce à la maîtrise des infestations de Amrasca bignelliae, la nouvelle espèce de jasside, par les nouveaux produits insecticides recommandés par la recherche [Gracia 10 EC, Jacobia 350 EC et Flonicamide 500 WG] », a déclaré le responsable dans le dernier bulletin d'information du PR-PICA publié le 15 juillet dernier.

Le Cameroun intègre le top 3

En 2023/2024, le Mali est devenu le principal fournisseur de coton graine de la zone CFA, avec une augmentation de 77 % de sa récolte à 690 000 tonnes. Cette performance a permis à la filière malienne de supplanter le Bénin, dont la production n'a atteint que 600 000

tonnes, pour retrouver son statut de leader dans la région. De son côté, le Cameroun a créé la surprise en devenant le 3ème producteur de la zone CFA au détriment du Burkina Faso. Alors que dans le pays d'Afrique centrale, la récolte de coton graine a augmenté de 25 % pour atteindre 394 090 tonnes, celle du Burkina Faso s'est contractée de 6 % pour s'établir à 387 370 tonnes. La Côte d'Ivoire complète cette liste avec une production évaluée à 347 371 tonnes.

Perspectives pour la campagne de 2024/2025

La campagne cotonnière 2024/2025 qui a déjà débuté s'annonce plus prometteuse. Dans la région, il est attendu une augmentation des surfaces consacrées à

la culture de coton dans la plupart des pays. Selon le PR-PICA, les prix d'achat du kilogramme de coton graine de premier choix, sont attractifs et devraient susciter de l'engouement de la part des agriculteurs. Alors que dans certains pays, comme le Burkina Faso, le Bénin et le Cameroun, les prix ont été maintenus à 325, 300 et 290 francs CFA respectivement, ils ont augmenté de 5 Fcfa au Mali pour atteindre 300 Fcfa et de 12 Fcfa au Tchad pour passer à 280 Fcfa. « A l'exception du Tchad et du Cameroun, tous les 6 autres pays membres du PR-PICA ont fixé des prix d'achat supérieurs ou égaux à 300 francs CFA /kg », souligne également le Bulletin d'information.

CHINE-AFRIQUE

Hausse de 5,5 % du commerce durant les 7 premiers mois de 2024

Les flux commerciaux ne cessent d'augmenter entre la Chine et le continent depuis près de vingt ans, mais la balance reste déséquilibrée en faveur de Pékin. Les échanges commerciaux entre la Chine et l'Afrique ont augmenté de 5,5% en glissement annuel durant les sept premiers mois de 2024 pour s'établir à 166,3 milliards de dollars, selon des données publiées le mercredi 14 août par l'administration générale de la douane chinoise. Entre le 1er janvier et le 31 juillet, les exportations du géant asiatique vers les pays africains ont atteint 97,6 milliards de dollars, a-t-on précisé de même source. Les importations chinoises en provenance du continent se sont quant à elles établies à 68,7 milliards de dollars. L'administration générale de la douane chinoise a indiqué que les échanges de biens intermédiaires (biens destinés à être transformés par des entreprises par incorporation ou par destruction pour la production d'autres biens) entre Pékin et l'Afrique représentent 68% de la valeur totale du commerce bilatéral. Les exportations chinoises vers l'Afrique sont essentiellement composées de produits finis (textile-habillement, machines, électronique, etc.), tandis que les importations africaines vers l'empire du Milieu sont dominées par les matières premières comme le pétrole brut, le cuivre, le cobalt et le minerai de fer, d'où un excédent commercial chronique en faveur de la Chine. La suppression des droits de douane sur 98 % des produits importés de 21 pays africains, qui a été décidée par Pékin progressivement depuis 2022, n'a pas jusqu'ici permis de rééquilibrer les relations commerciales bilatérales.

CAC40

En légère hausse, la séance s’annonce calme

La Bourse de Paris gagne près de 0,2% ce matin, autour des 7525 points, soutenue par Accor (+2,4%), Renault (+1,6%) ou encore Hermès (+1,1%).

Les places boursières sont attendues calmes ce mardi, alors que de nombreux intervenants sont en congés d'été, une période creuse néanmoins susceptible d'accroître la volatilité sur les marchés. Si la séance s'annonce assez pauvre en indicateurs macroéconomiques, hormis les derniers chiffres de l'inflation en zone euro attendus en fin de matinée, les éléments en mesure de faire bouger les cours ne manquent pas. Le principal test à court terme se profilera vendredi avec le discours que prononcera Jerome Powell, le président de la Fed, à l'occasion du symposium des banquiers centraux de Jackson Hole. Les investisseurs continuent de parier que la Réserve fédérale abaissera ses taux dès septembre, certains opérateurs envisageant même une réduction

de taux de 50 points de base. La bonne tenue des récents indicateurs économiques aux Etats-Unis semble toutefois avoir affaibli le scénario d'un assouplissement monétaire trop important dans l'immédiat. Le soulagement constaté sur les marchés depuis un peu plus d'une semaine et la dissipation des inquiétudes autour de la santé de l'économie américaine nous semblent sensés', écrivent les analystes de Capital Economics. 'Nous nous attendons donc à ce que le rebond des marchés d'actions se poursuive', ajoutent-ils. Jerome Powell pourrait toutefois continuer d'entretenir le flou sur les intentions de la Fed ce vendredi, ce qui pourrait servir d'excuse aux intervenants pour réduire

leurs positions et retirer un peu d'argent de la table. Les mois d'août, septembre et octobre constituent historiquement une mauvaise période de l'année pour les investisseurs, une dynamique particulièrement vraie cette année avec toutes les incertitudes qui se profilent à l'horizon. L'approche de l'élection présidentielle du 7 novembre aux Etats-Unis risque par ailleurs d'accentuer la nervosité des investisseurs. La Convention démocrate doit se pour-

suivre aujourd'hui à Chicago comme point d'orgue, l'intervention de l'ancien président Barack Obama et de sa femme Michelle. En attendant, les marchés ont pris connaissance des prix à la production des produits industriels (PPI) allemands. Ceux-ci ont baissé de 0,8% en juillet 2024 par rapport au même mois de 2023, une baisse en glissement annuel qui a donc ralenti par rapport à celle de 1,6% observée en juin, selon Destatis.

BOURSE DE FRANCFORT ET DE ZURICH

Grosse déconvenue pour DocMorris

Le SMI augmente de +0,31% à 12 313 points et le DAX de +0,16% à 18 451 points. En Allemagne, les prix à la production des produits industriels pour les ventes domestiques ont diminué de 0,8% en juillet 2024 par rapport à juillet 2023. Cette baisse est moins prononcée que celle de juin 2024, où le taux de variation annuel était de -1,6 %. Par ailleurs, les prix à la production ont augmenté de 0,2% par rapport à juin 2024. La principale raison de cette baisse annuelle reste la diminution des prix de l'énergie, tandis que les prix des biens de consommation et des biens d'équipement ont augmenté.

Les variations du jour

SFC Energy (+4,43%) : Le spécialiste des piles à combustible a annoncé une forte croissance au premier semestre, avec un chiffre d'affaires en hausse de près de 25% à 71 millions d'euros et un résultat ajusté avant intérêts, impôts et amortissements en progression de plus de 71% à 12,5 millions d'euros. Malgré un ralentissement au deuxième trimestre dû à

des goulots d'étranglement, SFC reste confiant pour le second semestre grâce à l'augmentation de la production. Huber+Suhner (+11,7%) : Bien que les ventes aient reculé de 9,8% à 430,6 millions de francs suisses, les entrées de commandes ont bondi de 14,9 % à 521 millions. La forte demande dans les secteurs de l'aérospatiale, de la défense et des communications mobiles en Asie a soutenu cette performance. Les résultats ont dépassé les attentes du marché. Redcare Pharmacy (-3,2%) : La baisse est due à la publication décevante des résultats de son concurrent DocMorris. DocMorris (-19,3%) : Le pharmacien en ligne est resté dans les chiffres rouges entre janvier et juin, même s'il est parvenu à quelque peu réduire ses pertes. Toutefois, la révision à la baisse des prévisions pour 2024 a pesé lourdement sur le titre. Les ventes externes devraient augmenter en hausse de 5% à 10%, contre plus de 10% dans ses précédentes estimations. Le groupe vise aussi un Ebitda ajusté d'environ -50 millions, alors qu'il voyait jusqu'à présent cet indicateur entre -35 et 0 million de francs suisses.

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 19 Août 2024					
Valeur : 21 Août 2024					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.1782	134.1932
1	EUR	EURO		147.7168	147.7601
1	GBP	POUND STERLING		173.9637	174.0057
100	JPY	JAPANESE YEN		91.8148	91.8314
1	CNY	CHINESE YUAN		18.7888	18.7925
1	CHF	SWISS FRANC		155.2988	155.3342
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		98.1409	98.1590
1	DKK	DANISH KRONE		19.8621	19.8655
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.8677	12.8710
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.5743	12.5788
1	AED	UAE DIRHAM		36.5290	36.5390
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.7542	35.7620
1	KWD	KUWAITI DINAR		438.4908	439.4014
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.4011	43.8373
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.7337	13.7352
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.4113	27.5517
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3790	3.3896
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		179.4700	179.4700

L’Europe avance avec prudence à l’ouverture, l’incertitude plane

Les principales Bourses européennes sont en progression modérée en début de séance mardi, en l'absence de nouveaux indicateurs sur la trajectoire économique américaine. À Paris, le CAC 40 se hisse de 0,17% à 7.514,43 points vers 07h05 GMT. Le Dax à Francfort se renforce de 0,26%, tandis que le FTSE à Lon-

dres recule de 0,13%. L'indice paneuropéen FTSEurofirst 300 grignote 0,09%, l'EuroStoxx 50 gagne 0,28% et le Stoxx 600 croît de 0,08%. Les prix à la production en Allemagne, un indicateur de second plan, ont reculé sur un an au rythme attendu par le consensus en juillet. Les chiffres définitifs de l'inflation en

zone euro pour juillet sont attendus à 09h00 GMT. L'attentisme domine toutefois avant la publication mercredi du compte-rendu de la dernière réunion de politique monétaire de la Réserve fédérale, qui permettra de mieux comprendre quel diagnostic porte la banque centrale sur les marchés du travail américains, en ralentisse-

ment. Le symposium de Jackson Hole, grand-messe de la politique monétaire durant laquelle s'exprimera le président de la Fed, Jerome Powell, sera également suivi de près par les investisseurs, à partir de jeudi. Les indicateurs PMI, enfin, attendus jeudi, donneront une image plus claire de la trajectoire économique

européenne au cours du troisième trimestre. Aux valeurs, la cotation de Volitalia est suspendue après que le titre se soit effondré de 14,4% à l'ouverture. Le groupe a déclaré lundi qu'une restriction sur la production lui avait été imposée par l'opérateur des réseaux brésilien et pourrait avoir un effet considérable sur son Ebitda de 2024.

La Bourse de New York termine en hausse, sur sa lancée

La Bourse de New York a terminé en hausse, lundi, profitant de la bonne dynamique de la semaine précédente malgré une séance pauvre en nouvelles marquantes. Le Dow Jones a glané 0,58%, l'indice Nasdaq a emmagasiné 1,59% et l'indice élargi S&P 500 a gagné 0,97%. Nasdaq et S&P 500 ont signé lundi leur huitième gain d'affilée, leur meilleure série cette année. «La séance d'aujourd'hui est un prolongement

de la tendance positive» enclenchée la semaine dernière, a commenté Art Hogan, de B. Riley Wealth Management. La place new-yorkaise n'a eu aucun indicateur de premier plan à se mettre sous la dent et n'en aura guère plus dans les jours à venir. Sur le front des entreprises, elle aura droit à quelques publications du secteur de la distribution, principalement la chaîne de bricolage Lowe's (mardi), l'enseigne de su-

permarchés Target (mercredi) ou le spécialiste du prêt-à-porter à bas prix TJX (mercredi également).

Nouvelle détente des taux obligataires

Lundi, Wall Street a aussi été encouragé par une nouvelle détente des taux obligataires. Le rendement des emprunts d'Etat américains à 10 ans s'affichait à 3,87%,

contre 3,89% vendredi en clôture. A la cote, le concepteur de semi-conducteurs AMD (+4,52%) a emmené une partie du secteur avec lui avec l'annonce de l'acquisition du spécialiste des serveurs informatiques et centre de données ZT Systems, pour 4,9 milliards de dollars. AMD entend ainsi proposer une offre plus complète dans le domaine de l'intelligence artificielle (IA). Ses concurrents Nvidia (+4,35%) et Intel (+3,11%) ont eux

aussi paradé. D'autres valeurs de l'IA, telles qu'Alphabet (+2,22%) ou la société d'analyse de données Palantir (+1,31%), se sont également signalées. McDonald's (+3,25%) a profité d'un relèvement d'objectif de cours des analystes de la banque d'investissement Evercore ISI. Ces derniers estiment le géant de la restauration capable de continuer à gagner des parts de marché aux Etats-Unis grâce à une politique de prix bas.

ETATS-UNIS

Biden, ému aux larmes, ovationné au premier soir de la convention démocrate

Le président américain Joe Biden a présenté lundi soir à Chicago (Illinois), lors de la convention nationale du Parti démocrate, sa vice-présidente Kamala Harris comme le meilleur choix pour la Maison blanche et le meilleur espoir pour préserver la démocratie face au républicain Donald Trump lors de l'élection présidentielle de novembre.

Alors qu'il espérait toujours, il y a plus d'un mois, tenir une nouvelle fois le premier rôle de la convention démocrate, Joe Biden a dû se contenter du discours de clôture de la première journée, conscient que son parti a rapidement tourné la page de sa campagne de ré-élection, abandonnée à contrecœur. Longuement ovationné à son arrivée sur l'es-trade, Joe Biden, 81 ans, a prononcé un discours en forme d'adieu au Parti démocrate, qu'il a servi pendant un demi-siècle, même si son mandat présidentiel prendra fin le 20 janvier prochain. Ému aux larmes après avoir été présenté par sa fille Ashley, il a demandé à l'auditoire si celui-ci était "prêt à voter pour la liberté". "Etes-vous prêts à voter pour la démocratie et l'Amérique ? Etes-vous prêts à élire Kamala Harris et (son colistier) Tim Walz ?", a-t-il poursuivi, promettant d'être le "meilleur bienveillant" de la campagne du "ticket" présidentiel démocrate. Joe Biden a dû se résoudre le 21 juillet à mettre fin à sa campagne de réélection face aux pressions d'élus et de cadres du Parti démocrate doutant de sa capacité à remporter le scrutin puis, le cas échéant, à gouverner quatre ans de plus. "J'aime mon travail, mais j'aime mon pays encore davantage", a-t-il dit lors de son discours, des commentaires salués par une salve d'applaudissements.

“Éternellement reconnaissants”

Kamala Harris, qui avait effectué plus tôt dans la soirée une apparition inattendue sur la scène, a

rejoint Joe Biden à la fin du discours de celui-ci, lui donnant une accolade. La vice-présidente, qui doit accepter formellement jeudi soir l'investiture du parti pour le scrutin du 5 novembre, a rendu hommage à Joe Biden quand elle s'est présentée seule sur l'es-trade. "Merci pour votre leadership historique, pour votre vie au service de notre nation. Nous sommes éternellement reconnaissants", a-t-elle dit. Elle a également promis, lors de sa courte prise de parole, de battre Donald Trump lors de l'élection présidentielle. "Battons-nous pour les idéaux qui nous sont chers et rappelons-nous que, lorsque nous combattons, nous gagnons !", a-t-elle déclaré, devant des partisans en liesse. Au cours de son discours, Joe Biden a vanté les réussites de son administration, dont la croissance économique et le renforcement des alliances internationales de Washington, et plaidé pour que les Américains élisent Kamala Harris en novembre. Il a condamné le racisme et le suprémacisme blanc, déclarant que ceux-ci n'avaient pas leur place dans le pays. Joe Biden a également critiqué Donald Trump, son prédécesseur républicain, lui reprochant ce qu'il a décrit comme des échecs de politique étrangère, l'accusant de s'être prosterné devant le président russe Vladimir Poutine et d'avoir laissé l'Otan en lambeaux. Contrairement à la majorité des orateurs s'étant présentés sur scène au fil de la journée, il a évoqué la colère des manifestants pro-Palestiniens

réunis près du lieu de la convention, déclarant travailler sans relâche pour la conclusion d'un cessez-le-feu dans la bande de Gaza.

Brin de tension

En marge de l'ouverture de la convention, des milliers de manifestants se sont rassemblés dans un parc situé à proximité pour afficher leur opposition au soutien apporté par Washington à l'offensive d'Israël à Gaza et faire pression sur les délégués démocrates pour qu'ils changent d'approche sur le sujet. Si la foule a été moins importante que les organisateurs de la manifestation ne le prévoyaient, des tensions ont éclaté quand un groupe de manifestants dissidents est sorti du cortège et a forcé un périmètre de sécurité. La police anti-émeute est intervenue et a interpellé quatre personnes. Ce rassemblement a rappelé le mécontentement d'une partie de l'aile progressiste des démocrates à l'égard du soutien de l'administration Biden à l'offensive israélienne à Gaza, apportant un brin de tension à un rendez-vous de Chicago se voulant un moment de célébration. Vice-président pendant huit ans de Barack Obama, premier président noir de l'histoire des Etats-Unis, Joe Biden a exhorté les démocrates à s'unir derrière Kamala Harris, qui deviendrait en cas de victoire la première femme présidente du pays, alors que certains étaient sceptiques sur sa candidature.

SUÈDE

La banque centrale baisse son taux directeur et envisage d'autres réductions

La banque centrale de Suède "Riksbanken" a abaissé mardi son taux directeur d'un quart de point de pourcentage à 3,5% et envisage deux à trois baisses de taux d'ici la fin de l'année si le recul de l'inflation se confirme. "L'inflation a continué à baisser et les perspectives d'une inflation conforme à l'objectif (de 2%, ndlr) sont bonnes", a relevé la banque centrale suédoise dans un commu-

niqué. La Riksbank avait laissé en juin son taux directeur inchangé à 3,75%, après avoir procédé en mai à sa première baisse en huit ans. "Si les perspectives d'inflation restent les mêmes, le taux directeur pourra encore être réduit deux ou trois fois cette année, ce qui est un peu plus rapide que ce que le Conseil d'administration avait estimé en juin", a précisé l'institution mardi. L'inflation du pays scandi-

nave est tombée en juin à son niveau le plus bas en trois ans, selon les données officielles. Les prix à la consommation dans le pays scandinave ont augmenté de 2,6% en juin sur un an, a montré l'office national des statistiques. Ils sont restés au même niveau en juillet. L'inflation corrigée de l'évolution des taux de crédit immobilier (CPIF), indicateur de référence de la Riksbank, a atteint +1,7% sur un

an en juillet, en-dessous de son objectif de 2%. Mais "il existe des risques liés, par exemple, à la situation géopolitique, à l'activité économique en Suède et à l'étranger, et au taux de change de la couronne, qui peuvent conduire à des résultats différents en matière d'inflation et, par conséquent, à une politique monétaire différente", a toutefois tempéré la banque centrale.

CHINE

Pékin prêt à investir 28 milliards d'euros pour 11 nouveaux réacteurs nucléaires

La Chine a annoncé ce lundi 19 août un investissement de 220 milliards de yuans (27,8 milliards d'euros), avec en ligne de mire son objectif de neutralité carbone prévue en 2060. La Chine a donné cette semaine le feu vert à 11 nouveaux réacteurs nucléaires répartis sur cinq sites, selon l'agence d'État Chine nouvelle, poursuivant ainsi ses efforts pour réduire ses émissions de gaz à effet de serre. L'approbation a été donnée ce lundi 19 août lors d'une réunion du Conseil d'État (gouvernement) présidée par le Premier ministre Li Qiang, a précisé l'agence de presse officielle. L'entreprise China National Nuclear Power a indiqué avoir reçu le feu vert pour trois réacteurs, tandis qu'un autre groupe, State

Power Investment Corp, a dit être autorisé pour deux autres. CGN Power Co, la filiale cotée en Bourse de la société d'État China General Nuclear Power Corp, a annoncé dans un communiqué adressé à la Bourse de Hong Kong avoir obtenu l'approbation pour six réacteurs répartis sur trois sites. Les nouveaux réacteurs seront installés dans les provinces côtières du Jiangsu, Shandong et du Zhejiang (est), dans la province manufacturière du Guangdong (sud) et au Guangxi voisin, selon le média d'État spécialisé China Energy News. Le média économique chinois Jiemian a précisé que l'investissement total pour les 11 réacteurs devrait dépasser les 220 milliards de yuans (27,8 milliards d'euros) et que leur

construction prendra environ cinq ans. Le pays compte actuellement 56 réacteurs en opération, soit autant que la France, selon l'Association nucléaire mondiale (ANM). Les États-Unis, qui en disposent de 94, sont le premier parc nucléaire mondial. Le géant asiatique est le pays qui possède le plus grand nombre de réacteurs en construction. La Chine est le premier émetteur de gaz à effet de serre, responsables selon les scientifiques du changement climatique. Elle s'est engagée à atteindre un pic d'émissions de CO2 d'ici à 2030 puis la neutralité carbone d'ici 2060, mais elle a récemment donné de nombreux feux verts à des centrales à charbon, faisant douter de sa capacité à remplir ses objectifs.

ESPAGNE

Le niveau d'endettement public recule

La dette publique de l'Espagne a augmenté au deuxième trimestre pour établir un nouveau record en valeur absolue, un niveau toutefois en baisse ramené au Produit intérieur brut (PIB), dont elle représente 108,2%, contre 108,9% au trimestre précédent, a annoncé la Banque d'Espagne ce lundi 19 août. La dette de l'ensemble des administrations publiques espagnoles, mesurée selon les critères de Maastricht, a atteint au total 1625 milliards d'euros fin juin, précise la banque centrale dans un communiqué. En valeur absolue, ce chiffre est supérieur à celui du premier trimestre (1613 milliards d'euros), ce qui en fait un nouveau record pour la dette espagnole. Sur un an, la dette a augmenté de 3,6% en valeur absolue, mais rapportée au PIB, elle est en baisse de plus de 6 points (de 114,5% à 108,2%). Le reflux de la dette espagnole s'explique principalement par la forte croissance économique, qui a atteint 2,5% l'an dernier, soit l'un des niveaux les plus élevés de la zone euro. Madrid a révisé en juillet sa prévision de croissance pour 2024 à 2,4%, soit quatre dixièmes de plus que l'hypothèse jusqu'alors retenue (2%). La dette espagnole, l'une des plus élevées d'Europe, avait grimpé de près de 10% en 2020 pour atteindre 125,3% au premier trimestre 2021 en raison des mesures prises face au Covid, qui avaient entraîné une explosion des dépenses publiques. Elle a nettement reflué depuis, grâce à une hausse des recettes fiscales, stimulées par l'inflation et par la croissance économique espagnole. Le premier ministre socialiste Pedro Sánchez a promis de poursuivre cette réduction, en ramenant la dette à 106,3% fin 2024, à la faveur d'une croissance attendue à 2%. En juillet, le ministre de l'Économie, Carlos Cuerpo, a réitéré cet objectif, estimant que la croissance de l'Espagne allait permettre de réduire fortement la dette publique cette année, promettant même un ratio «inférieur à 100% en 2027», ce qui permettrait au pays de revenir à son ratio d'endettement d'avant Covid.

SUISSE

Contraction des exportations en juillet

La Suisse a vu ses exportations se contracter en juillet, tirées vers le bas par le secteur de la pharmacie et de la chimie, un des piliers de l'économie suisse, ont annoncé les douanes mardi. Durant le mois écoulé, les exportations du pays alpin se sont contractées de 2,7% par rapport au mois précédent, à 22,5 milliards de francs suisses (23,6 milliards d'euros), après une augmentation de 1,2% en juin, indique l'administration fédérale de la douane dans un communiqué. Les importations ont, pour leur part, stagné à 18,4 milliards de francs (+0,3%), après leur baisse des deux mois précédents, tandis que la balance commerciale a bouclé avec un excédent de 4,1 milliards de francs. Au deuxième trimestre, les exportations suisses s'étaient nettement redressées, enregistrant une hausse de 6,6% après une modeste progression de 0,1% au premier trimestre.

L'HYDROGÈNE VERT

Un carburant qui ne trouve pas de clients

Les projets sont coûteux et peinent à trouver des clients, surtout parmi le grand public. L'hydrogène propre se cantonne donc pour l'instant à quelques clients industriels, faute de mieux.

C'est à nouveau l'histoire de la poule et de l'œuf : lequel doit arriver en premier ? Dans le cas de l'hydrogène, la problématique n'est toujours pas résolue et certains projets sont dans une impasse. D'un côté, des usines de production très coûteuses et de l'autre, des clients quasi absents, qui ne favorisent clairement pas les investissements des fonds et grandes banques dans ce que beaucoup attendent comme le carburant idéal du futur. Celui-ci pourrait venir remplacer la lourde batterie de stockage d'énergie, incompatible avec un avion ou le fret maritime. Des batteries qui posent aussi pas mal de problème au transport routier léger : coût, incendies incontrôlables, conditions de production.

Pourtant parfait sur le papier

L'hydrogène vert a de nombreuses qualités : il peut être utilisé directement dans un moteur à combustion ou dans une pile à combustible, ne rejetant alors aucun polluant. Il est produit "proprement" grâce à l'électrolyse de l'eau en utilisant une source d'énergie renouvelable telle que le solaire ou l'éolien. L'hydrogène vert est donc pertinent dans des zones où ces éléments sont en abondance : Australie, Namibie, Argentine, d'immenses terres désertiques où pourraient être installées des usines produisant ce carburant du futur. Mais visiblement, la sauce ne prend pas.



Bloomberg rappelle à quel point le secteur a du mal à franchir le cap du stade expérimental. Pour l'heure, les rares usines qui produisent cet hydrogène propre ont pu voir le jour grâce à un client unique, souvent industriel, qui "achète" les services de l'usine située à proximité du client pour qu'il puisse se servir à la source. Mais c'est bien trop maigre pour voir un jour autre chose qu'une dizaine de camions d'une grande entreprise afficher fièrement qu'ils roulent à l'hydrogène vert local.

L'hydrogène trop cher, tout comme les carburants de synthèse ?

Bloomberg évoque aussi un ordre de

grandeur important : nous aurions besoin de "390 millions de tonnes d'hydrogène par an dans le monde en 2050 pour éliminer les émissions de carbone de l'économie mondiale, soit plus de quatre fois la quantité utilisée aujourd'hui". Et cet hydrogène produit aujourd'hui provient à plus de 90 % de gaz. Il faudrait donc à la fois abandonner l'hydrogène "gris" et, en parallèle, produire 4 fois plus d'hydrogène vert pour transformer l'industrie et les transports.

L'hydrogène "propre" est donc pour l'heure cantonné à quelques usages professionnels. "Nous n'avons pas construit un projet pour ensuite essayer de le vendre aux gens. Nous avons construit un

projet autour d'un client", commente notamment la directrice générale de la start-up américaine spécialisée dans l'hydrogène. Là est tout le problème de ces carburants nouveaux. Et l'hydrogène a pourtant des avantages sur les carburants de synthèse, eux aussi produits à partir d'énergie renouvelable. Il n'a en effet pas besoin de CO2 à l'inverse du carburant synthétique qui a besoin d'une source de dioxyde de carbone à proximité (telle qu'une usine, ou une exploitation agricole) pour être produit efficacement.

Les projets abandonnés, faute de clients

En attendant, les banques restent frieuses. Enel, l'industriel italien spécialiste dans la géothermie, avait reçu de généreuses subventions de l'Etat italien pour transformer d'anciennes centrales à charbon en usines produisant de l'hydrogène vert. Mais l'impossibilité de rentabiliser ce carburant et l'absence de clientèle ont conduit le géant à jeter l'éponge. Un autre projet gigantesque de pipeline entre le Portugal et les Pays-Bas, porté notamment par Shell et Engie, a été abandonné au printemps. Les causes ? Toujours un manque de rentabilité, d'infrastructures et de marché. Il faudra donc probablement attendre encore de nombreuses années avant que l'on puisse, pourquoi pas, mettre autre chose que des dérivés de pétrole dans le réservoir d'un véhicule.

LA NOUVELLE AUDI RS 3

Pas plus puissante, mais plus rapide

Le facelift que les A3 et S3 ont subi récemment s'applique maintenant logiquement à l'Audi RS 3. Bien que le célèbre 5-cylindres reste heureusement inchangé, la nouvelle RS 3 devient pourtant beaucoup plus rapide. Comment ? Lors du facelift de l'Audi A3, la version S3 a non seulement bénéficié de quelques chevaux supplémentaires (333 ch) et d'un mode de conduite plus dynamique, mais elle a également reçu le Torque Splitter de la Volkswagen Golf R. Des évolutions qui ont considérablement réduit l'écart de performances avec la RS 3. On s'attendait donc à ce qu'Audi remette les pendules à l'heure. Et c'est désormais chose faite. Premier constat : la puissance du moteur reste inchangée. Le 5-cylindres turbo de 2,5 litres de l'Audi RS 3 délivre donc toujours 400 ch et 500 Nm. Les performances en longitudinal ne changent logiquement pas : le sprint de 0 à 100 km/h demande toujours 3,8 secondes et la Vmax reste de 290 km/h. Seule la sonorité est un peu plus pleine, surtout avec la ligne d'échappement RS Sport optionnelle.

Direction Nordschleife

Et pourtant, la nouvelle Audi RS 3

est nettement plus rapide que la précédente. Avec un chrono de 7'33''123, le pilote de développement Frank Stippler a réussi à améliorer de plus de sept secondes le temps au tour sur la Nordschleife. Ceci, grâce à une meilleure interaction entre la suspension pilotée, le différentiel arrière actif et les différentes aides électroniques à la conduite. Le raffinement des algorithmes permet au logiciel d'exploiter plus pleinement le potentiel du châssis, ce qui améliore la dynamique de conduite en latéral : moins de sous-virage et de survirage et des vitesses en courbe plus élevées. La carrosserie compacte de l'Audi RS 3, toujours disponible en version Berline ou Sportback, bénéficie en outre de nombreuses, mais subtiles évolutions touchant la calandre, les phares et le bouclier avant. Un nouveau diffuseur, plus efficace, est désormais installé sous le pare-chocs arrière. Le volant sport est aplati à la fois en haut et en bas, avec un marquage visuel indiquant la position centrale. Les sièges sport peuvent être remplacés par des sièges baquets optionnels avec coque en carbone.



Les expériences réussies de 4 smart cities américaines

En identifiant des cas d'usage réels, en consultant les habitants et en exploitant capteurs, data et jumeaux numériques, quatre municipalités américaines se muent en smart cities.

Certaines municipalités américaines utilisent désormais des capteurs et des solutions de traitement de la data pour surveiller et gérer leurs infrastructures tels les systèmes de circulation et de transport, les services publics, les réseaux d'approvisionnement en eau, les circuits d'élimination des déchets, les hôpitaux, les écoles, les bibliothèques, etc. Une version pragmatique de la smart city, loin de l'enthousiasme technologique démesuré des débuts qui oubliait la plupart du temps les besoins réels des habitants, des employés et autres usagers des villes. Dans de nombreux cas, les équipes informatiques sont aux avant-postes, aidant à identifier les solutions les plus appropriées et à s'assurer du bon fonctionnement de la technologie.

Une prise de décision basée sur les données

En 2018, la ville d'Aurora dans l'Illinois a lancé un plan technologique stratégique global décliné en 58 initiatives à court et à long terme autour de quatre sujets : l'infrastructure technologique ; l'exploration de nouvelles solutions technologiques ; la gouvernance et la cybersécurité ; la gestion IT. « Les éléments de base d'une smart city sont souvent constitués à partir de technologies diverses, issues de différents fournisseurs, créant ainsi un écosystème fragmenté », constate Michael Pegues, DSI d'Aurora. « Pour disposer d'une base plus solide, nous avons activement transformé notre infrastructure physique. » L'infrastructure d'une smart city doit être agile et flexible pour évoluer au fur et à mesure des nouveaux projets, selon le DSI. Les équipements réseau, le réseau de fibre optique et l'infrastructure informatique ont ainsi été mis à niveau. Mais un des autres objectifs majeurs de la ville consistait à rendre le traitement des données et les analytiques plus efficaces. « Aurora met l'accent sur la prise de décision basée sur les données, précise Michael Pegues. Et notre division data et analytics dispose désormais des outils idoines pour ce faire ». Autre initiative de la ville, la plateforme citoyenne ZencityEngage qui permet aux habitants de participer aux projets majeurs, via un espace dans lequel ils expriment leurs préoccupations et partagent leurs idées.

Une IA pour écouter la voix des citoyens

Par ailleurs, la municipalité exploite des algorithmes d'IA avancés pour analyser les données provenant des médias sociaux, des lignes d'assistance téléphonique de la ville et d'autres sources pertinentes pour fournir à l'administration de la ville des informations détaillées sur la façon dont les citoyens perçoivent et utilisent les ressources de la ville. Enfin, le DSI s'est appuyé sur le SIG d'Esri pour développer un jumeau numérique de la ville, autrement dit une représentation en temps réel des objets physiques, des processus, des relations et des comportements, intégrant un large éventail de modèles numériques. Avec le fournisseur de gaz Nicor Gas et l'association Habitat for Humanity, la ville construit également un nouveau type de « quartier intelligent », Project Green Freedom, afin de réduire son empreinte carbone. Il s'agit d'équiper les maisons de technologies hautement efficaces et renouvelables et d'améliorer la qualité de vie des résidents en rendant les factures d'énergie plus facilement gérables et payables par prêt. Enfin, la DSI a également lancé un programme de transparence et de responsabilisation en ma-

tière de sécurité publique avec des caméras corporelles, des caméras pour tableau de bord et des drones pour la police. « Aurora explore aussi l'utilisation de l'IA pour divers services et opérations municipaux, poursuit Michael Pegues. Nous voulons nous en servir pour rationaliser les processus administratifs, automatiser les tâches de routine et optimiser l'allocation des ressources ».

Prototypage du San Antonio intelligent du futur

Au Texas, San Antonio a quant à elle lancé en 2023 un projet appelé Smarter Together. À travers ce dernier, les investissements de la ville dans les technologies émergentes sont guidés par les habitants et focalisés sur des thèmes clés qu'ils contribuent à définir. « Depuis son lancement, Smarter Together a eu un impact concret sur la ville », déclare Emily Royall, administratrice des smart cities pour San Antonio, qui rend compte directement au DSI Craig Hopkins. Le pilier de l'initiative est une feuille de route des smart cities qui décrit les initiatives clés dans cinq domaines prioritaires pour la municipalité : l'accès à l'information publique ; la sécurité publique ; la résilience et la qualité de l'environnement ; la sécurité des infrastructures ; l'accès aux transports. La ville a également créé un environnement de test pour Smarter Together avec sept prototypes à ce jour. Un chatbot alimenté par l'IA, pour commencer, fournit en continu aux habitants des informations sur les travaux de construction liés à des obligations légales sur les axes majeurs de la ville ; une application mobile recensant les analyses des déserts alimentaires ; une plate-forme de réalité augmentée pour engager des jeunes dans la gestion des parcs ; l'utilisation de LiDAR pour la collecte de données de circulation routière.

Inclure activement les habitants

« Ces projets permettent à nos services municipaux de tester les capacités de ces technologies et d'évaluer leur impact sur leur propre fonctionnement, avant d'engager des investissements importants », précise Emily Royall. « Si le prototype est retenu, le département de la ville concerné peut procéder à un appel d'offres pour la solution. » « Un des défis majeurs de la smart city réside dans une approche qui inclut les personnes », poursuit-elle. Pour intégrer ses habitants dans le processus de transformation numérique, San Antonio a élaboré une approche de la smart city qui reflète directement leur expérience telle qu'ils l'ont exprimée, dans leurs propres termes. La ville a mobilisé des centaines de citoyens pour élaborer sa feuille de route. « Ensuite, il faut faire tomber les murs dans l'administration », insiste Emily Royall. La ville a donc mis en place en 2023 un modèle de gouvernance transverse appelé Smart Cities as a Service, qui réunit des représentants des achats, du juridique, de la finance, de l'IT, de la diversité, de l'équité, de l'inclusion et de l'accessibilité ainsi que de la RSE. Objectif : accélérer l'examen et l'approbation des projets de smart city. « Les décisions sont prises par l'intermédiaire d'un comité interne qui comprend des représentants de nos services partagés ainsi que des départements en charge de politiques interservices, complète Emily Royall. Pour qu'une smart city fonctionne, il est essentiel d'avoir un modèle de gouvernance soutenu par des experts venus de l'ensemble de l'organisation. »

La computervision pour comprendre la circulation routière

La ville de Raleigh, en Caroline du Nord, a elle aussi lancé plusieurs initiatives de smart city impliquant plusieurs de ses départements. Le service informatique a, par exemple, travaillé avec celui des transports pour piloter un équipement de computervision installé aux croisements dans la ville afin de totalement éliminer les décès sur les routes. La ville applique donc des modèles de deep learning aux flux vidéo provenant des caméras de circulation pour mieux comprendre les comportements des véhicules dans les virages, leur trajectoire et le comportement général de la circulation routière. « Les trajectoires des véhicules sont transformées en paramètres SIG (système d'information géographique), visualisées dans le système en temps réel. Cela permet une analyse géographique qui peut être croisée avec d'autres données SIG », précise le DSI de Raleigh, Mark Wittenburg. « Le recensement des comportements des véhicules dans les virages est essentiel pour l'analyse de la circulation routière, y compris la compréhension en temps réel des raisons de la survenue d'un embouteillage, pour la synchronisation des feux de circulation, pour la compréhension des anomalies de circulation et pour la conception des routes. » Pour ce projet, la DSI utilise les solutions de base de Esri pour le SIG et des algorithmes de machine learning conçus avec Nvidia.

Des capteurs de chaleur transportés par les habitants

Autre objectif pour Raleigh, se préparer et réagir aux vagues de canicule. Pour cela, son service IT collecte les informations sur des îlots de chaleur urbains avec plusieurs types de technologies. « Des habitants bénévoles ont installé des capteurs de température sur leur voiture ou leur vélo, raconte par exemple Mark Wittenburg. D'autres les ont tout simplement emportés dans leurs poches et tous ont parcouru Raleigh pour collecter des données ». Ces data ont ensuite été compilées dans une carte par la NOAA (National oceanic and atmospheric administration) et Capa Strategies, fournisseur de données et d'analytique pour la protection de l'environnement, afin de localiser les îlots de chaleur. « Les données ont été recueillies tôt le matin, en milieu d'après-midi et en début de soirée pour comprendre comment les températures changent au cours de la journée et où et quand la chaleur est ressentie le plus fortement », précise Mark Wittenburg. Un troisième projet concerne les eaux pluviales. Grâce à un réseau de capteurs, le service qui s'occupe de cette infrastructure surveille et transmet des informations à un centre d'opérations d'urgence pour l'eau entrant dans le bassin versant de Raleigh. « Le système surveille également les niveaux de franchissement de basses eaux, des ruisseaux, des rivières et des lacs gérés par la ville », détaille Mark Wittenburg. Raleigh s'appuie sur le SIG d'Esri pour afficher les informations et ainsi assurer la sécurité de la communauté et gérer les inondations.

Un jumeau numérique pour comprendre l'impact sur le climat

Dans le cadre d'un autre projet, Raleigh s'est appuyé sur un modèle jumeau numérique de la ville pour mieux comprendre l'impact de la croissance sur le climat. Initialement développé pour comprendre l'impact de la croissance urbaine sur la configuration des

vents, le modèle a été adapté pour analyser la façon dont l'urbanisation peut avoir un impact sur le climat, en particulier sur les populations vulnérables. Mesa en Arizona a, quant à elle, lancé la première itération de son schéma directeur de smart city en 2018, avec des projets clés comme le déploiement du haut débit, de capteurs, de compteurs intelligents, d'une infrastructure de données et de la confidentialité associée. « Toutes ces démarches ont été achevées ou sont en cours de mise en oeuvre », précise Harry Meier, DSI adjoint et responsable des projets smart city. « Au cours de cette phase du parcours de Mesa vers la ville intelligente, nous nous sommes concentrés sur les démarches fondamentales pour réussir, telles que la recherche du bon fournisseur pour notre réseau de compteurs intelligents », explique Harry Meier. Mesa a finalement choisi Zylem pour mettre en place un réseau de compteurs et de capteurs à l'échelle de la ville, soit plus de 250 000 compteurs d'eau, de gaz et d'électricité.

Rendre les opérations municipales plus transparentes grâce aux données

Depuis, Mesa a mis en place une plate-forme de services de données et un modèle de gouvernance pour offrir de la transparence sur les données publiques et stimuler la prise de décision interne fondée sur les données à tous les niveaux de l'administration. Cela a permis à la municipalité de mettre en place un centre de lutte en temps réel contre la criminalité (Realtime Crime Center), exploité par la police. Mesa a également créé la plate-forme mobile MesaNow, pour fournir aux habitants des informations sur l'actualité de la ville, les événements, des informations personnalisées, des rapports sur les problèmes, la facturation des services publics et d'autres fonctions. Le service IT a aussi déployé une solution d'analyse vidéo multi-usage et de surveillance par IA à partir des caméras également utilisées par le Realtime Crime Center en cas d'urgence, notamment pour le stationnement intelligent en centre-ville ou le comptage de personnes.

Automatiser les bâtiments pour réduire les coûts énergétiques

Mesa déploie par ailleurs un plan d'action climatique avec un engagement de tous les services de la ville. Il s'agit notamment de mettre en place un éclairage public intelligent pour répondre aux besoins des habitants et de convertir plus de 40 000 équipements d'éclairage en LED avec une surveillance et des contrôles centralisés. La ville a aussi créé un système d'automatisation des bâtiments pour économiser plusieurs millions de dollars en coûts d'électricité. Enfin, la municipalité veut se tourner vers l'économie circulaire, en convertissant des déchets alimentaires en carburant pour la flotte de camions poubelles.

La prochaine vague de projets comprend le développement des capacités des capteurs intelligents en s'appuyant sur le réseau de compteurs, la création d'animations en réalité augmentée avec l'office du tourisme local Visit Mesa et les promoteurs immobiliers du centre-ville, et l'utilisation des data et des capacités des capteurs pour créer de nouveaux jumeaux numériques de la ville afin d'améliorer des services tels que la gestion de l'eau, la gestion de la circulation routière, etc.

Mots fléchés

Collecti- viste		Combines		Ferme provençale		Écosser		Chanteur de The Police		Entrela- cements de deux extrémités		Sucre simple	
Généreux		Fromage corse						Beau perroquet		Poisson			
				Longue période		lons positifs							
Teignes						Sec						Souverain peu puissant	
Attirance affective						Rôle tenu au théâtre							
					Aéronef sans moteur								Il a sa preuve
					Râpeux								
Offensée								Horreurs		Seigneur en Espagne Il provient des excréments du cachalot			
Patriarche biblique				Traînassa					8, % de la surface totale terrestre				
				Alliage									
Vieille armée		Trousses					Ennemi de Jerry				Entre amis		
											Coup de baguettes		
			S'écrouler						Succinct				
			Cartes nominatives des prostituées						Politique de la ville				
Construc- tion en verre		Il peut être immobilier					Limite entre l'Europe et l'Asie						Éructées
		Ancienne Allemagne											
					Secrétée par certains mollusques						Erbium		
					Commune roumaine						Monument en forme d'obélisque		
Coquillage comestible	Course de taureaux						Ibid			Travail obligatoire			
	Tarzan s'en servait pour se déplacer									Nickel			
				Remuant								Ronge	
				Pondéra- tions									
Fatiguai		Son nom indique sa forme					Sans classement Une tour qui devait aller jusqu'au ciel						
		Instruites											
						Boîtier intelligent dans l'automobile (initiales) Périls				Attache			
										Ajouré			
Sodium				Méat urinaire		Renforce le oui		Compositeur français (Saint)					
Bêtise													
						Gouffre					Elles sont secrétées par le bombyx		Méchan- ceté
Prénom féminin	Prénom d'un gentleman cambrioleur							Lentille bâtarde				Jeu de société	
	Déesse identifiée à la Terre-Mère							Château de la belle au bois dormant					
					Colle végétale				Maître des vents				
Assujetti							Étain			Atome élecri- quement chargé			
Orgueil- leux							Aigle						
					Chef éthiopien				Abominable homme des neiges				
Enzyme				Ça suffit						Tonalité			

CONSTANTINE/FORMATION PROFESSIONNELLE

Plus de 10.000 postes pédagogiques offerts pour la prochaine rentrée

Au total, 10.143 nouveaux postes pédagogiques de formation professionnelle ont été offerts, dans la wilaya de Constantine pour la prochaine rentrée prévue le 6 octobre, a indiqué mardi à l'APS le directeur de la formation et de l'enseignement professionnels, Rafik Djoudi. Pas moins de 3.230 places sont dédiées aux jeunes bénéficiaires dans le cadre de l'allocation chômage, 2.495 pour la formation par apprentissage, alors que 1.575 autres concernent le mode résidentiel, a déclaré le même responsable, soulignant que 1.635 places sont offertes au niveau des établissements relevant du secteur privé au nombre de 21 à travers la wilaya.

ATTAF REÇOIT UN APPEL TÉLÉPHONIQUE DE SON HOMOLOGUE LIBANAIS

Le Liban remercie l'Algérie

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf, a reçu, hier mardi, un appel téléphonique du ministre des Affaires étrangères et des Expatriés de la République libanaise, pays frère, M. Abdallah Bou Habib, indique un communiqué du ministère. A cette occasion, le ministre libanais a réitéré "les remerciements et la reconnaissance des autorités de son pays au président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour sa solidarité et son soutien au Liban dans la conjoncture difficile qu'il traverse", à travers sa décision de l'approvisionnement en fioul pour faire fonctionner les centrales électriques, soulignant que "cette précieuse initiative a été très appréciée et a eu un grand écho auprès de toutes les composantes du peuple libanais", selon le communiqué. Le ministre Abdallah Bou Habib a également exprimé "ses sincères remerciements et sa reconnaissance pour les efforts de l'Algérie au Conseil de sécurité des Nations Unies dans la défense des positions, des intérêts vitaux et de la souveraineté territoriale du Liban face aux agressions israéliennes répétées sur son territoire", a conclu le communiqué.

MÉTAUX PRÉCIEUX

Nouveau record pour l'or, hissé par la baisse du dollar

L'or a enregistré un nouveau sommet historique mardi, à 2.525,25 dollars l'once, propulsé par la faiblesse du dollar et les achats des investisseurs occidentaux qui ont prolongé la hausse du métal précieux dans un contexte de paris selon lesquels la Réserve fédérale américaine réduira ses taux d'intérêt en septembre. L'or au comptant a progressé de 1,0% à 2.528,38 dollars l'once cet après midi, dépassant le précédent record atteint vendredi. Le prix de référence de l'or à Londres a atteint un sommet historique de 2.521,55 dollars l'once lors d'une vente aux enchères matinale mardi, a annoncé la London Bullion Market Association (LBMA). Le dollar a touché mardi son plus bas niveau en sept mois, les traders se préparant aux commentaires du président de la Réserve fédérale, Jerome Powell, vendredi. La ruée des investisseurs vers l'achat du métal jaune a également contribué à la hausse des prix, estiment des observateurs du marché aurifères. Par ailleurs, ces prix élevés ont limité, durant ces derniers mois, la demande en Chine, premier consommateur d'or. Dans le même temps, les exportations d'or suisses en juillet ont atteint leur plus haut niveau depuis avril, l'augmentation des approvisionnements vers l'Inde et la Grande-Bretagne compensant la réduction des expéditions vers la Chine, selon les données douanières. Parmi les autres métaux, l'argent au comptant a augmenté de 1,3% à 29,87 dollars l'once, le platine a gagné 1,2% à 964,55 dollars et le palladium a augmenté de 1,4% à 944,75 dollars.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mercredi 21 août 2024 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



JOURNÉE NATIONALE DU MOUDJAHID

Le génie de combiner l'action miliaire et l'activité politico-diplomatique

Le ministre des Moudjahidine et Ayants-droits Laïd Rebigua a souligné, mardi à Aïn Temouchent, que la Journée nationale du Moudjahid commémore des événements qui reflètent le génie et l'intelligence des dirigeants de la guerre de libération nationale qui ont réussi à mener des opérations de qualité alliant entre l'action militaire et révolutionnaire et l'activité politique et diplomatique. Présidant la cérémonie de ré-inhumation des ossements de cinq chouhada au carré des martyrs de la commune d'El Malah, dans le cadre des festivités commémorant la Journée nationale du Moudjahid, le ministre a souligné que "chaque année, nous commémorons la Journée nationale des Moudjahid que l'histoire a immortalisé avec deux événements distincts et cruciaux sur le chemin du Djihad et de la lutte pour la liberté et l'indépendance, car cette étape historique exprime le génie et l'intelligence des dirigeants révolutionnaires, capables de mener des opérations de qualité, combinant l'opération révolutionnaire, l'action militaire et l'activité politique et diplomatique". Il a indiqué que "cette occasion immortalise les attaques du Nord Constantinois, le 20 août 1955, sous la direction de l'éminent martyr, l'emblématique Zighoud Youcef,

et le succès de la direction révolutionnaire dans la tenue de son congrès à l'Oued Soummam, le 20 août 1956. Le ministre a ajouté que "ces événements interviennent dans le sillage d'aller vers l'avant pour concrétiser la plateforme de la déclaration du 1er novembre 1954 et faire face aux plans destructifs qui minaient sur les illusions du maintien de l'Algérie sous occupation et en la gardant sous contrôle, utilisant tous les moyens pour avorter l'aspiration du peuple algérien à vivre dans la gloire, la liberté et la souveraineté". M. Rebigua a déclaré : "La volonté des Moudjahidine, qui se sont sacrifiés pour la liberté, a été le facteur décisif pour renverser l'équation et remporter des victoires sur les champs de bataille, dans la bataille diplomatique et à la table des négociations, et leur fermeté et noblesse restent un symbole de gloire et de fierté pendant des générations". Le ministre a souligné : "Notre recueillement, aujourd'hui, est l'expression de fidélité et de sincérité que nous tirons de l'esprit de sacrifice, qui a été la clé de la génération de novembre des Martyrs et des Moudjahidine, tout comme les générations de l'indépendance ont porté un message éternel sur la nécessité de rester unies, cohésives et solidaires pour le bien de l'Algérie". Il a,

en outre, souligné que "dans ce lieu symbolique (le Carré des Martyrs), nous nous tenons, aujourd'hui, avec respect et admiration devant l'inhumation des ossements de nos glorieux martyrs, en ce jour béni. C'est une loyauté profonde pour les valeurs énoncées dans la déclaration du 1er novembre 1954 et le parachèvement de leur noble message et en préservant l'indépendance, ce qui est le summum de la loyauté pour le legs des martyrs et les valeurs de nos glorieux Moudjahidine". Le ministre des Moudjahidine et Ayants-droits a supervisé, à cette occasion, la cérémonie de ré-inhumation des ossements de cinq chouhada au carré des martyrs de la commune d'El Malah, et ceux d'un chahid au carré de la commune de Chabat Leham, ainsi que deux autres au cimetière d'Aïn Temouchent. M. Rebigua poursuit sa visite dans la wilaya, avec l'inauguration d'un centre de repos pour les Moudjahidine et Ayants-droits à la plage de Rachgoun et l'accueil du premier groupe de Moudjahidine des wilayas du sud du pays bénéficiant d'une période d'hébergement dans cet établissement. Le ministre rendra visite et honorera le membre de l'Armée de libération nationale, le Moudjahid Mohamed Seghir Mâasri, dans sa résidence à Beni Saf.

TURQUIE

La banque centrale maintient son taux directeur à 50%

La banque centrale turque a maintenu mardi son taux directeur inchangé à 50% pour le cinquième mois consécutif, affirmant "rester très attentive" au ralentissement de l'inflation entamée ces derniers mois. "Compte tenu des effets décalés du resserrement monétaire, le comité (de politique monétaire, NDLR) a décidé de maintenir le taux directeur inchangé", à 50%, a indiqué dans un

communiqué la banque centrale. "Les indicateurs pour le troisième trimestre suggèrent que la demande intérieure continue de ralentir et que l'impact inflationniste diminue", mais l'institution reste "très attentive aux risques d'inflation", met-elle en garde. La banque centrale a relevé son taux directeur de 8,5 à 50% entre juin 2023 et mars 2024 pour tenter d'endiguer l'inflation, alimentée par

la dévaluation de la livre turque. Après être montée à des sommets, la flambée des prix commence à ralentir, mais reste encore loin de l'objectif fixé par la banque centrale, qui vise 38% d'inflation sur un an à fin 2024. En juillet, l'inflation a ainsi ralenti à 61,78% sur un an, soit une nette baisse de 10 points par rapport aux 71,6% en juin, selon les chiffres officiels de l'Institut turc des

statistiques. Cependant, la hausse des prix à la consommation a, elle, accéléré sur un mois, s'inscrivant à 3,23% en juillet, contre 1,64% en juin. "L'orientation monétaire stricte sera maintenue jusqu'à une baisse significative et durable de la tendance générale de l'inflation mensuelle, et jusqu'à ce que les attentes convergent vers la fourchette de prévision projetée", prévient la banque centrale.

MONNAIES

Le dollar et l'euro reculent face à la livre britannique

Le dollar et l'euro reculaient mardi face à livre britannique qui progressait sur un marché relativement calme, les économistes tablant à l'avenir sur un rythme moins rapide pour les baisses de taux de la Banque d'Angleterre (BoE), comparé aux autres principales banques centrales. La devise britannique avançait de 0,14% face au billet vert, à 1,3010 dollar, et prenait 0,16% face à l'euro, à 85,19 pence pour un euro. Les taux de la BoE seront parmi les plus élevés des grandes banques centrales "d'ici la mi-2025", selon les nouvelles anticipations des ac-

teurs du marché. Les paris en faveur de baisses de taux américains se sont renforcés, en particulier après l'agitation qui a saisi les marchés financiers début août, face à la fin de l'exception économique des Etats-Unis. La Banque centrale européenne (BCE) pourrait de nouveau réduire ses taux en septembre "étant donné l'absence de reprise de la croissance dans le secteur manufacturier", estiment des analystes. De son côté, la Banque de Suède (Riksbanken) a abaissé mardi son taux directeur d'un quart de point de pourcentage à 3,5%, et envisage deux à trois baisses

de taux d'ici la fin de l'année si le recul de l'inflation se confirme. Cette décision, en ligne avec les attentes du marché, n'a pas plombé la couronne suédoise. La banque centrale de Turquie a, elle, laissé son taux directeur inchangé mardi, à 50%, comme attendu. Dans la foulée, la livre turque tombait de 0,24% à 33,83 livres pour un dollar, à des niveaux historiquement bas. En l'absence d'intervention de la Turquie sur le marché des changes, la devise devrait continuer à se déprécier face au dollar, estiment des analystes du marché financier.